



**La ferme laitière réinventée**  
page B8

ÉDITORIAL / OPINIONS



PHOTO PC

Les pilotes d'Air Canada sont bien payés, mais gagnent 30 % de moins que leurs collègues américains.

# Profession: pilote

« Combien êtes-vous prêts à payer le gars qui est en avant ? »

*Un choc ! Une rupture ? L'avion tout à coup pèse vers la gauche. Bernis le retient d'une main, puis des deux mains, puis de tout son corps. « Nom de Dieu ! » L'avion a repris son poids vers la terre. Voici Bernis ruiné.*

- Saint-Exupéry, *Courrier sud*



André Pratte

La vie des pilotes d'avion d'aujourd'hui n'a pas grand-chose à voir avec les exploits que racontait Antoine de Saint-Exupéry il y a 70 ans. Tellement que, lorsque les pilotes d'Air Canada menacent de faire la grève, certains d'entre eux n'aiment pas parler de leurs conditions de travail, de peur de choquer encore plus la population.

La première fois que *La Presse* a demandé au président de l'Association des pilotes d'Air Canada d'expliquer en détail les salaires et les horaires de travail de ses membres, Denis Bellhumeur s'est montré hésitant. « Il faut être prudent, disait-il. C'est facile pour les médias de mettre un biais là-dessus et de dire : Ces gars-là sont bien payés, ils ne travaillent pas 8 jours par semaine, c'est pas si mal si tu compares à un gars qui coule de l'asphalte sept jours par semaine. »

Les pilotes d'Air Canada sont bien payés, c'est indéniable. Selon son ancienneté, le commandant d'un Jet régional (50 passagers) gagne entre 83 000 \$ et 97 000 \$ par année. Le commandant d'un Boeing 767 (200 passagers) fait entre 168 000 \$ et 183 000 \$ par année. Enfin, au sommet de la pyramide, les pilotes des trois Boeing 747 de la compagnie gagnent entre 225 000 \$ et 240 000 \$ par année.<sup>1</sup> Comme les pilotes de petits appareils sont beaucoup plus nombreux que ceux de gros appareils, leur syndicat parle d'un salaire moyen de 128 000 \$.

L'Association des pilotes soutient dans ses communiqués de presse que « les pilotes d'Air Canada ne reçoivent qu'environ 70 % du salaire des pilotes des compagnies aériennes américaines ». L'Association refuse de rendre pu-

blique l'étude sur laquelle s'appuie cette affirmation. Cependant, les données obtenues par *La Presse* de source américaine semblent confirmer les dires des pilotes canadiens.<sup>2</sup>

Ainsi, les commandants des Boeings 747 de United Airlines, pour ne prendre qu'un exemple, font autour de 215 000 \$ US. Cela fait plus de 320 000 \$ canadiens, 80 000 \$ (33 %) de plus que leurs collègues canadiens. La direction d'Air Canada conteste cependant la valeur de cette comparaison. « Les pilotes américains qui vivent à San Francisco, Los Angeles, Houston, New York, Dallas ou Atlanta font face à un coût de la vie beaucoup plus élevé que les pilotes canadiens qui habitent à Vancouver, Toronto, Montréal ou Winnipeg », fait remarquer la porte-parole de la compagnie, Nicole Couture Simard.

Quoi qu'il en soit, les pilotes d'Air Canada aimeraient bien combler une partie du fossé. Conscients que la plupart des passagers qu'ils transportent gagnent moins qu'eux, les pilotes servent un argument massue à ceux qui seraient portés à les traiter d'enfants gâtés : « Pour que vous fassiez une envolée sécuritaire lors de vos prochaines vacances, combien êtes-vous prêts à payer le gars en avant ? » lance un pilote d'Airbus 320 interviewé par *La Presse*.

### Pilotes au quotidien

Va pour le salaire. Mais les pilotes doivent aussi contrer le préjugé voulant qu'ils travaillent relativement peu d'heures, qu'ils ont la chance de faire du tourisme dans les plus belles villes du monde, et passent le reste de leur temps à passer à la maison.

Les données administratives fournies par Air Canada tendent à accréditer cette perception. L'an dernier, les pilotes des Jets Régionaux d'Air Canada ont piloté en moyenne 62,5 heures par mois, les pilotes de Boeing 767, 54,3 heures par mois, et les pilotes de Boeing 747, à peine 39,1 heures par mois.

Cependant, ces moyennes mensuelles sont compilées sur 12 mois, et incluent donc les périodes de vacances. Les renseignements très détaillés donnés à *La Presse* par deux pilotes forcent à corriger le préjugé.

### Salaires des pilotes d'Air Canada

(quelques exemples)

Appareil	Commandant-3 ans d'ancienneté	Commandant-12 ans d'ancienneté et +
Jet Régional	82 594 \$	96 700 \$
Boeing 767	167 970 \$	182 900 \$
Boeing 747	225 200 \$	240 160 \$

Source: Air Canada

Infographie *La Presse*

### Salaires des pilotes de quelques compagnies aériennes

(commandant du plus gros appareil de chaque flotte)

	\$ can
Delta	372 060
United	324 072
North West	311 058
US AIR	303 840
American Airlines	302 076
Continental	290 484
Air Canada	240 160

Source: Aviation Information Resources, Air Canada. Note: Cette comparaison est nécessairement approximative. Les pilotes américains sont payés en \$US, mais subissent aussi le coût de la vie plus élevé aux États-Unis. Les salaires indiqués ici sont ceux des commandants qui sont au maximum de l'échelle d'ancienneté et qui pilotent le plus gros appareil de chaque compagnie. D'une compagnie à l'autre, le type d'appareil varie, de même que le nombre d'heures pilotées.

Infographie *La Presse*

Les pilotes en question, tous deux proches du bureau syndical, ont requis l'anonymat.

L'un d'eux, appelons-le Antoine, pilote un Airbus 320, un appareil transportant 132 passagers. Le mois dernier, son premier cycle de vol a commencé le 10 juin. Il a quitté Dorval à 6 h le matin en direction de Toronto. Puis, il a fait Toronto-Boston, Boston-Toronto, Toronto-Boston. Antoine a passé la nuit à Boston. Le 11 juin, il a fait le vol Boston-Vancouver. Après une nuit à Vancouver, il a fait Vancouver-Los Angeles, et Los Angeles-Montréal, où il a atterri à 20 h 20.

Durant le mois, Antoine a fait quatre cycles de ce genre. En tout, il a volé — et sera payé pour — 77 heures. Treize jours de travail. C'est

peu, si on compare à un travailleur ordinaire. Mais c'est beaucoup, si l'on considère que ces 13 jours sont passés hors de Montréal. « Les 13 jours où je suis parti, c'est 13 jours où je ne couche pas chez moi, où je ne suis pas avec ma famille, souligne Antoine. Je ne suis pas toujours dans l'avion, mais je suis en service. »

« Quand on me demande combien d'heures je travaille par mois, je réponds que je travaille en général 240 heures par mois, mais que je suis payé pour 80 », poursuit le pilote.

Antoine ajoute que ses jours de congé sont affectés par les exigences de sa profession : « La veille d'un vol, on ne peut pas prendre d'alcool. » La vie sociale des pilotes est aussi perturbée par le fait que leurs horaires sont imprévisibles d'un mois à l'autre.

Basé à Toronto, Dan pilote un Airbus 340, un appareil transportant 284 passagers. Le 3 juin, il a fait le vol Toronto-Londres (sept heures). Vingt-huit heures d'arrêt à Londres. Puis, un vol Londres-Vancouver (dix heures). Après 15 heures de repos à Vancouver, un vol Vancouver-Toronto (4,5 heures). Une journée de congé.

Le 8 juin, Dan pilote un vol Toronto-Londres. Le 10 juin, retour vers Montréal, puis Toronto. Le 11 juin, Toronto-Londres, 28 heures de repos, Londres-Vancouver, 15 heures de repos, et retour à la base, Toronto. Une semaine de congé. Le 23 juin, nouveau départ pour Londres, repos de 28 heures, Londres-Vancouver. Le 26 juin, retour à Toronto.

En tout, au cours du mois de juin, Dan a travaillé 15 jours. Il a été payé pour 81 heures, dont 76 étaient des heures de vol. (Le salaire d'un pilote d'A340 est d'environ 200 \$ l'heure.)

Quinze jours de travail, cela fait

tout de même 15 jours chez soi, à profiter de la vie, non ? « Quand on va en Asie et qu'on revient, ça nous prend deux jours pour se remettre du décalage horaire, raconte Dan. Je suis peut-être à la maison, mais je dors ! »

Vu de cette altitude, les pilotes d'Air Canada ne sont peut-être pas aussi privilégiés que certains le croient.

### Le seul moyen ?

Au cours de la présente ronde de négociations entre l'Association des pilotes et Air Canada, le salaire n'est qu'un des enjeux, et probablement pas le plus délicat.

Les pilotes espèrent obtenir la garantie que la création de nouvelles filiales — dont une ligne aérienne à tarifs économiques — ne se fera pas à leur détriment. Autrement dit, qu'il n'y aura pas transfert de vols d'Air Canada à ces filiales, et donc pertes d'emplois pour les pilotes de la compagnie principale.

La compagnie et l'Association des pilotes renégocient aussi les normes régissant l'ajout de pilotes de relève sur les vols de longue durée. Aux États-Unis, la loi statue qu'un pilote de relève doit être à bord de tout vol de plus de huit heures. La réglementation canadienne est moins exigeante à cet égard. Chez Air Canada, en moyenne, un pilote de relève s'ajoute à l'équipage si le vol dure plus de 10 heures et demie. Les pilotes voudraient que la compagnie se rapproche de la norme américaine.

Nul doute que ces demandes sont légitimes. Mais en apprenant cette semaine que les pilotes d'Air Canada menaçaient de débrayer pour la deuxième fois en deux ans, on pouvait se demander si leurs revendications valaient de semer l'inquiétude chez des milliers de vacanciers canadiens. À cette question, les pilotes interrogés n'avaient qu'une réponse, toujours la même : « Nous ne voulons pas aller en grève, mais si c'est cela qu'il faut faire pour avoir une nouvelle convention collective, nous n'avons pas le choix. »

1) Données fournies par Air Canada.

2) Données fournies par Aviation Information Resources, Atlanta.

# Éditorial

La Presse

**ANDRÉ DESMARAIS**  
PRÉSIDENT DU CONSEIL  
D'ADMINISTRATION

**GUY CREVIER**  
PRÉSIDENT  
ET ÉDITEUR

**MARCEL DESJARDINS**  
VICE-PRÉSIDENT ET ÉDITEUR ADJOINT

**YVES BELLEFLEUR**  
DIRECTEUR DE L'INFORMATION

**ALAIN DUBUC**  
ÉDITORIALISTE EN CHEF

## Pour apprivoiser la génétique

Chez ceux qui sont portés à craindre la science, et ils sont légion, le décryptage du patrimoine génétique humain fait naître des images bibliques où on voit déferler la colère de Dieu et s'abattre sur nous les sept plaies d'Égypte revues et corrigées par la modernité!

Un quotidien portugais redoute qu'en farfouillant dans l'ADN, on s'apprête, comme Ève, à croquer la fameuse pomme qui précipita l'humanité dans le péché, l'esclavage et l'angoisse de la mort. En Grande-Bretagne, le prince Charles a déjà prévenu que la génétique appartient à Dieu et à Dieu seul. Même le président américain, Bill Clinton, livre un prêche où il est question du « langage utilisé par Dieu pour créer la vie »...

Pour demeurer sur la même lancée spirituelle : avons-nous si peu foi en l'Homme ?

Cette méfiance si grande, cette inquiétude à ce point forte, qu'elles tuent presque la joie que devrait inspirer une grande découverte, sont d'autant plus fascinantes qu'elles sont provoquées par un bond en avant de la connaissance dont la portée se compare, tous les observateurs l'ont noté, à la formulation de la théorie de la relativité, à la domestication de l'atome ou au débarquement de représentants de l'espèce, il y a 30 ans, sur un autre corps céleste.

Encore cela vaut-il surtout pour l'aspect symbolique de l'affaire.

Car, au strict plan scientifique, il est probable que le séquençage des trois milliards de « lettres » chimiques du génome humain constitue une plus grande avancée encore

que les exploits intellectuels et technologiques que nous venons d'évoquer. La génétique, en effet, provoque le passage de l'ère du feu, qui a débuté à la préhistoire pour cumuler avec l'énergie atomique, à l'ère du gène qui s'ouvre en même temps que le nouveau millénaire, estime l'essayiste américain Jeremy Rifkin dans *The Biotech Century*.

Or, au cours de cette longue ère du feu, nous le voyons bien, l'Homme n'a pas été avalé par ses créatures — sinon dans les films de science-fiction. Il est toujours parvenu à maîtriser les retombées de la science qu'il a acquise et des technologies qu'il s'est données. Malgré les erreurs, les accidents et même les catastrophes.

Ainsi, on calculera en un éclair que les trois plus grands désastres technologiques du XX<sup>e</sup> siècle (rupture des barrages de Banquo et Shimantan, Chine, 1975 ; accident nucléaire de Tchernobyl, URSS, 1986 ; fuite de gaz toxiques à Bhopal, Inde, 1984) ont fait à eux trois 40 000 victimes : c'est, au minimum, 5000 fois moins que le nombre de cadavres semés en cette même période sur les champs de batailles et dans les charniers par la vanité politique, les folles idéologies ainsi que la haine pure et simple, en général alimentée par l'ignorance.

Et c'est la science que l'on craint ?

■ ■ ■

Ceci dit, il serait futile de nier l'ampleur du défi posé par la domestication du code génétique.

Celui-ci est, *grosso modo*, de deux ordres.

Il concerne d'abord la tentation de l'eugénisme, le terme étant pris au sens strict, c'est-à-dire au niveau de la manipulation de la vie au stade de la conception, de la gestation et de la naissance ; ou dans un sens élargi à l'échelle sociale, qui implique une discrimination s'exerçant contre certains individus en raison de leur profil génétique. L'autre défi consistera à adapter — et probablement mondialiser, dans la mesure du possible — les cadres juridiques de façon à baliser la propriété et la com-

mercialisation des procédés de thérapie génique.

C'est ce dernier point qui mérite l'attention la plus immédiate puisque les problèmes ont déjà commencé à se poser : des thérapies sont actuellement expérimentées et, aux États-Unis, un millier de gènes (sur les 38 000 que compte l'être humain) ont été brevetés à ce jour.

À moins d'aborder les choses avec un esprit militant plutôt que pragmatique, il est clair qu'un brevetage contrôlé des découvertes génétiques constitue la voie médiane et rationnelle dans laquelle il convient de s'engager. Certains critères commencent d'ailleurs à apparaître comme potentiellement efficaces.

Par exemple, on s'entend à peu près sur le fait que la définition de ce qu'est une « invention », donc de ce qui est brevetable, devrait être resserrée de façon à exclure la séquence brute d'un gène, par opposition à la découverte de sa fonction qui, elle, permet de dégager des applications thérapeutiques. Par ailleurs, on pourrait éviter la monopolisation des connaissances génétiques en prévoyant l'obligation, pour un détenteur de brevet, d'émettre des licences d'utilisation — un peu à la manière dont on voulait forcer Microsoft à dévoiler les codes du logiciel d'exploitation Windows.

Il est pour l'instant encourageant de constater que l'État (le Projet génome humain) et l'entreprise privée (Celera Genomics) ont collaboré pour offrir les résultats dont on vient de prendre connaissance. La puissance et l'expertise de l'un et l'autre seront nécessaires pour explorer plus avant le livre de recettes de la vie, ce qui laisse entrevoir des manipulations particulièrement délicates et lourdes de conséquences.

Car il est évidemment hors de question de s'arrêter.

Parce que rien n'a jamais pu refréner la soif de connaissances et l'inventivité de l'Homme. Et parce que, à elles seules, les retombées médicales de la génétique justifieront à long terme les ajustements socio-politiques et les tourments éthiques qu'il faudra se taper pour apprivoiser cette science nouvelle.

## Le zèle bovin

Parfois, il y a des claques qui se perdent. Un certain nombre de fonctionnaires, dont on ne connaît pas les noms, en méritent pour la façon dont ils se sont comportés envers Mélanie Samaha, qui a maintenant 19 ans, dont les mésaventures ont été révélées par *La Presse*.



**Alain Dubuc**  
adubuc@lapresse.ca

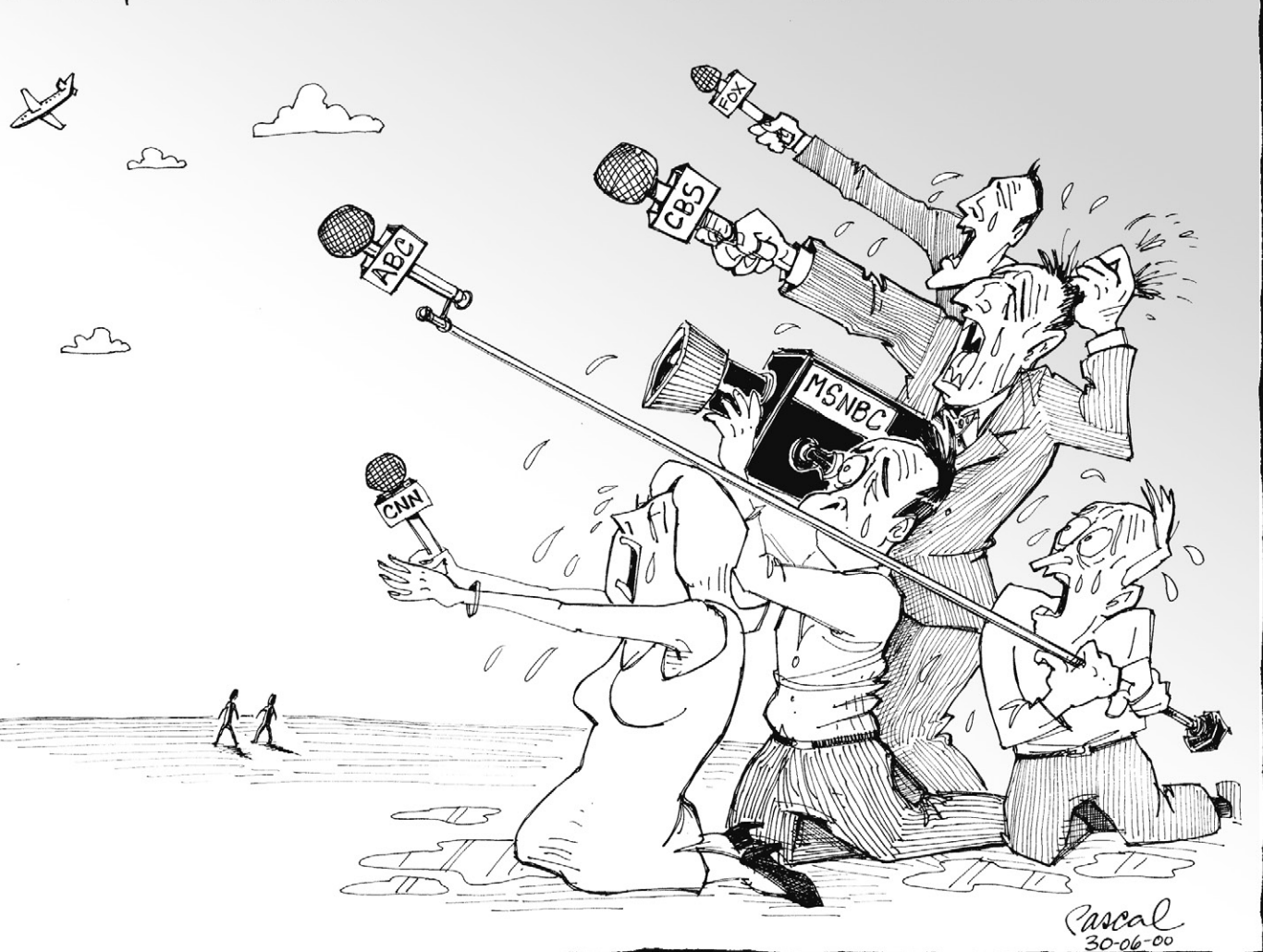
À l'âge de 15 ans, elle a demandé d'être hébergée en famille d'accueil pour échapper à sa mère, prostituée et toxicomane. Tout en étudiant, elle s'est mise à travailler à temps partiel pour ramasser des sous. Mais le Centre jeunesse de Montréal, appliquant de façon imbécile un règlement imbécile, lui a réclamé, quand elle avait 17 ans, une partie de son petit salaire pour défrayer les frais d'hébergement qu'elle occasionnait. Elle a refusé, l'affaire a traîné, mais nos valeureux fonctionnaires ont fini par lui envoyer une lettre de huissier pour la

menacer de saisie sur son salaire si elle ne payait pas la facture de 700 \$.

Le règlement qui prévoit une participation financière, logique pour responsabiliser de mauvais parents, est odieux quand on l'applique à un mineur en détresse. Il y a là un premier cafouillage. Mais le second, c'est le fait que les fonctionnaires ont appliqué aveuglément la norme, quitte à aller jusqu'aux huissiers, même si cela était incompatible avec les principes qu'ils sont censés défendre. La DPJ est là pour aider les jeunes, pas pour les caler.

Le ministre responsable de la Protection de la jeunesse, Gilles Baril, l'a tout de suite compris, et dès qu'il a pris connaissance de cette histoire d'horreur, s'est dit prêt à apporter des correctifs. Comment se fait-il que les fonctionnaires chargés du dossier, n'aient pas eu les mêmes élémentaires réflexes ? C'est la logique du « je n'ai fait qu'obéir aux ordres », la déresponsabilisation de fonctionnaires de la DPJ qui se sont réfugiés derrière le fait qu'ils ne sont que des mandataires chargés d'appliquer un décret ministériel. Ce qu'ils ont fait avec un zèle bovin.

ELIAN QUITTE LES ÉTATS-UNIS DANS UN CONCERT DE PLEURS DÉCHIRANTS...



DRORTS RÉSERVÉS

PASCAL ÉLIE, collaboration spéciale

### OPINIONS

## L'orthographe en évolution

**CÉLINE LABROSSE**

L'auteure est chercheuse au Centre de recherche et d'enseignement sur les femmes de l'Université McGill et auteure de Pour une grammaire non sexiste.

Le 9 avril dernier, *La Presse* publiait à la une de son cahier Lectures un article sur l'orthographe, dont je suis l'auteur. Trois semaines plus tard, des réactions étaient rapportées dans le même cahier, lesquelles reposaient sur des erreurs de faits que je souhaitais corriger. J'emprunte cette autre tribune pour répliquer à l'article précité ainsi que pour fournir quelques éléments de réponse aux nombreuses questions qui m'ont été adressées. Beaucoup de pays ont apporté des changements à leur système d'écriture au cours du XX<sup>e</sup> siècle: la Hollande, le Danemark, l'Irlande, la Turquie, le Portugal et le Brésil, l'Espagne, le Chili et l'Argentine, la Norvège, la Serbo-Croatie, la Malaisie, l'ex-Union soviétique, le Japon, le Vietnam, etc. La Grèce a aboli, en 1987, certains signes hérités du grec ancien, qui étaient en usage depuis plus de deux mille ans. Les États-Unis ont aussi procédé à des transformations ou ad-

mis de nombreuses graphies nouvelles: connection, anemia, fetus, center, favorite, realize, mold, color, defence, thru (through), droft (drought), etc.

L'Allemagne, l'Autriche et la Suisse ont pour leur part simplifié leur orthographe à plusieurs reprises. La dernière réforme de l'orthographe allemande, élaborée en 1995 et adoptée en 1999, est aujourd'hui appliquée dans l'Administration publique, les journaux, les manuels scolaires, etc.

Dans l'ensemble des pays concernés, les modifications — à l'instar d'ailleurs de tous les changements linguistiques — ont d'abord été portées par une minorité, à laquelle s'est peu à peu rallié le reste de la communauté. En France, le fait notamment que le premier ministre Lionel Jospin ait préfacé, en 1999, un livre de l'Institut national de la langue française (INaLF) réalisé en orthographe rectifiée constitue une manifestation évidente de son adhésion à cette cause.

Mais qu'en est-il plus particulièrement de l'orthographe française? Elle « n'est pas seulement bizarre, elle est irrégulière dans ses bizarre-

ries et contradictoire dans ses irrégularités », concluait un auteur à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, à la suite d'une fine analyse. En effet, les traités d'orthographe fourmillent d'exemples tels que balai-balayer, essaier-essayer mais relais-relayer, cure-dent mais cure-ongles, porte-monnaie mais portefeuille, fantastique mais phénomène (mots de la même famille), réfectoire mais dortoir, mors (morsum) mais remords (remorsum), honorer mais honneur, assistance (assistentia) mais conférence (conferentia), circonstancielle mais essentielle, tension mais prétention, neuf (novem) mais boeuf (bovem), nous portions les portions, les poules du couvent couvent, et ainsi de suite.

Une langue est censée reposer sur un ensemble de règles et non être truffée d'anomalies et d'exceptions qui en compliquent inutilement l'apprentissage. Écartant d'emblée toute perspective de simplification, l'Académie française a d'ailleurs choisi, pour la première édition de son dictionnaire de 1694, de suivre l'orthographe savante afin de « distinguer les gens de lettres d'avec les ignorants et les simples femmes ».

Les éléments retenus aux fins

des rectifications orthographiques en France, en 1990, ont été choisis méticuleusement. Les recherches d'équipes de spécialistes en la matière ont de ce fait permis de repérer, prioritairement, les points qui présentaient le plus de difficultés. Ainsi, plus du quart des « fautes » relevées dans les textes de tous ordres concernent l'accent circonflexe. Tant de « fautes » pour un si petit accent? En effet, puisque l'emploi incohérent et arbitraire de cet accent empêche toute systématisation pédagogique. L'accent circonflexe:

- marque parfois la disparition de la lettre s (île, tête, croûte, crêpe, dîme, etc.) ou une fusion en un seul son de deux voyelles (âge, chaîne, crûment autrefois aage, chaîne, cruement). Pourtant, une foule de mots ont aussi perdu un s sans porter aujourd'hui d'accent: mouche, flacon, chaque, moutarde, couche, mépris, etc. Et plusieurs autres mots qui s'écrivaient avec l'accent circonflexe par fusion de voyelles l'ont perdu depuis, dont su, levure, masse, goitre, gaine;
- peut aussi noter une voyelle longue (aumône, pâle, dôme, noirâtre). Toutefois, une multitude de

mots offrent une prononciation similaire (zone, clone, atome, pédicêtre, etc.) sans pour autant qu'y figure un accent;

- sert également à distinguer les homonymes: cru, crû; du, dû, etc. Le participe passé du verbe taire (tu) l'a néanmoins perdu au fil des années et partagé depuis la même graphie que le pronom personnel tu. Le contexte suffit à éviter tout imbroglio.

L'orthographe grammaticale n'a pas été en reste: l'accord du participe passé du verbe laisser en emploi pronominal a été réaménagé.

Les rectifications retenues ne régissent pas toutes les difficultés, tant s'en faut. Mais voilà tout de même l'amorce d'un mouvement qui rendra la maîtrise <sup>1</sup> de la langue française un peu moins contraignante, plus accessible aux francophones de toutes les classes sociales. « Pendant des siècles, le peuple n'a pas écrit. Et, s'il avait écrit, il n'aurait pas, à coup sur, adopté les principes expliciter élitistes que l'Académie française a faits siens en 1694 et qui continuent à nous régir » (André Goosse, 1991).

1. Ce texte est réalisé en orthographe rectifiée.

# Du changement à l'horizon

**E**n cette veille de l'autre « fête nationale », le Canada semble se trouver au bord d'un léger cataclysme.

Le mot est peut-être trop fort pour désigner l'irruption fracassante de Stockwell Day sur une scène où, après tout, il n'a pas encore fait ses preuves. Il n'empêche que le rideau paraît sur le point de tomber sur la pièce de théâtre à laquelle nous étions habitués, avec ses acteurs familiaux et son scénario prévisible. La nouvelle pièce sera peut-être encore pire que celle qui tenait l'affiche depuis sept ans, mais au moins il y aura du changement.

Le changement, ce pourrait être un gouvernement libéral minoritaire. Ou le remplacement de Jean Chrétien par Paul Martin. Ou l'effondrement du Parti conservateur de Joe Who sous les coups de butoir d'une Alliance revigorée par le changement de leadership. Ou même... mais contentons-nous d'évoquer les hypothèses les plus vraisemblables.

Le deuxième tour de scrutin de l'Alliance canadienne, le 8 juillet, donnera probablement à Stockwell Day une victoire définitive sur le chef historique de l'ex-Reform, bouleversant par le fait même le paysage politique. Exit Preston Manning, c'est le pétulant Stockwell Day qui élira domicile à Stornoway et donnera la réplique au gouvernement (M. Day et sa femme ont déjà mis en vente leur maison de Red Deer, en Alberta).

M. Manning avait fait un pari bien présomptueux en s'imaginant qu'on pouvait changer l'image d'un parti sans en changer le chef. Il a déjà fait à deux reprises la preuve de son incapacité à élargir les bases de son parti au-delà de ses châteaux forts de l'Ouest. On voit mal pourquoi les alliancistes le maintiendraient à son poste, sinon pour des raisons d'affection et de loyauté. Ces sentiments ne pèsent pas lourd à côté du goût du pouvoir.

Cette semaine, M. Manning aura donné le

spectacle pathétique d'un naufragé s'accrochant désespérément à n'importe quelle bouée pour se maintenir à flot — y compris à la bouée trouée de Tom Long, le candidat qui, même avec l'argent de Bay Street, n'a pas réussi à obtenir plus de 18 % des votes. M. Long appuie M. Manning ? Big deal. Ses organisateurs et ses principaux appuis sont tous passés dans le camp de Day...

Faut-il s'inquiéter de la montée de Stockwell Day ? Certainement. Sa philosophie nous ramène aux années 50 : non à l'avortement, non aux ménages gais, oui à la peine de mort, oui aux groupes de pression ultrareligieux...

Tout ce que l'on puisse espérer, c'est que M. Day soit plus cynique qu'il en l'air, tant il est vrai que les politiciens cyniques sont moins dangereux que les zélotes illuminés. Peut-être (donnons-lui le bénéfice du doute) M. Day a-t-il délibérément agité le drapeau du conservatisme social pour recueillir les votes qui lui assureront le leadership de l'Alliance... Après quoi, une fois bien en selle, il trahira les promesses qu'il a faites à l'extrême droite pour se concentrer sur ses mantras économique (la réduction draconienne des impôts) et politique (la décentralisation).

Incidemment, pourquoi parle-t-on de « conservatisme » à propos de M. Day, alors que, loin de vouloir conserver ce qui existe, il nous propose plutôt un retour aux valeurs des années 50 ? Il s'agit plutôt d'un mouvement réactionnaire, non ?



Quoi de neuf, à part ça, sur la scène fédérale ? Les sénateurs d'Ottawa (pas le club de



Lysiane GAGNON

de quoi ce groupe de non-élus devrait-il avoir un droit de veto sur la volonté populaire ? Le caractère arbitraire de la formation du Sénat a été mise en relief, si besoin était, par la nomination, in extremis, de deux personnalités « sûres » pour augmenter la majorité libérale avant le vote fatidique.

Les sénateurs, grands altruistes devant l'éternel, reprochaient aussi au gouvernement d'avoir alloué un rôle mineur aux autochtones. Où est le drame ? L'important n'est-il pas qu'ils soient consultés sur le destin de leurs propres territoires historiques ? Quant au reste, les chefs autochtones n'ont-ils pas toujours affirmé qu'ils ne se sentaient pas concernés par le fonctionnement interne des gouvernements du conquérant « blanc » ?

Quelques sénateurs, dont l'ancien ministre Serge Joyal, estimaient que le Parlement ne peut amorcer des négociations visant au démantèlement du pays sans l'approbation de la population, donc sans passer par un référendum « national ». Ils ont peut-être raison en principe (quoique la Cour suprême semble leur avoir donné tort) mais en pratique, où cela mènerait-il ? À donner à la majorité canadienne le pouvoir de renverser une décision de la majorité québécoise ? Et à supposer qu'un référendum pancanadien dise Non

à la séparation du Québec, alors qu'est-ce qu'on fait si les Québécois continuent à dire Oui ? On leur envoie l'armée ? On jette Lucien Bouchard en prison ? Allons donc !

Même dans les pays qui ne reconnaissent pas la possibilité de leur propre dissolution (c'est, de fait, le cas de la presque totalité des pays de la planète), on se rendrait à la réalité s'il advenait qu'une composante du pays revendique clairement sa souveraineté (je parle ici, bien sûr, des pays démocratiques). Que se passerait-il, croyez-vous, si 75 % des CorSES (au lieu des 5 ou 6 % qui se disent indépendantistes) votaient en faveur de la souveraineté ? Verrait-on les paras débarquer à Bastia et tirer sur la foule ? Mais non, mais non : la France, toute jacobine soit-elle, rendrait les armes, en se croisant les doigts pour que les Bretons ne fassent pas pareil.

Les sénateurs ont eu leur période supplémentaire. Fin de la récréation.



L'autre fête nationale est, encore plus que celle du Québec, d'abord un prétexte à un long congé. On ne célèbre aucun événement historique, ni guerre d'indépendance comme le 4 juillet, ni prise de la Bastille comme le 14 juillet.

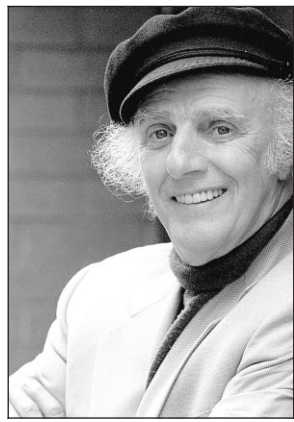
C'est une fête de convenance, dépourvue d'émotion. Le Canada a beau récolter, bon an mal an, le premier prix de l'ONU quant à la qualité de vie de ses habitants, c'est un pays qui n'inspire pas de passion, ce qui en un sens est une qualité, dans un monde où la passion politique a fait d'abominables ravages. C'est un lieu confortable, paisible et tolérant, un arrangement relativement flexible entre des communautés et des régions fort différentes les unes des autres... bref, c'est le pays du passeport, le Québec étant la patrie du coeur.

## Opinions

### Bâtir un pays, n'est pas une romance

MIREILLE BARRIÈRE  
L'auteure habite Montréal

Cher Gilles Vigneault, J'apprends par les journaux que vous concoctez un hymne à la souveraineté que vous nous révélez lors du Festival d'été de Québec, le 8 juillet prochain. Permettez à la modeste biographe de Calixa Lavallée que je suis d'ironiser un brin. Savez-vous qu'à peu près à la même date, il y a 120 ans, *Ô Canada* était créé à Québec, lors d'une grande « convention » nationale qui réunissait tous les francophones du Canada et des États-Unis ? On connaît bien l'atmosphère qui règne au festival d'été, mais, croyez-moi, le grand rassemblement de 1880 n'en manquait pas non plus. En effet, le moral de la « race canadienne » était alors au zénith, en particulier devant la réussite de certains Petits-Canadas de la Nouvelle-Angleterre. Ces émigrés qu'on avait d'abord méprisés imposaient maintenant le respect par leurs réalisations, spectaculaires dans certains cas. L'avenir paraissait radieux pour ceux qui se nommaient encore « Canadiens », tandis qu'ils qualifiaient l'autre solitude d'« Anglais ». En me plongeant dans les documents qui m'ont servi à relater la genèse d'*Ô Canada*, j'ai été presque étourdie, post mortem, par l'atmosphère qui a marqué ce grand moment de notre histoire nationale. Le Canada français rêvait tous azimuts et vivait une sorte d'impérialisme bien pacifique. La civilisation française allait reconquérir l'Amérique grâce à ce petit peuple, « né d'une race fière ». Que n'a-t-on pas imaginé à l'époque, même la réunion éventuelle des Canadiens du Québec et des États-Unis en une seule nation puissante !



Gilles Vigneault

Bien sûr, on peut rigoler aujourd'hui, nous qui connaissons la suite de l'histoire et l'assimilation inexorable de la diaspora américaine. Malgré tout, ce projet national a galvanisé les troupes. Et quand je pense à ceux qui, lors des consultations sur la souveraineté, réclamaient un projet collectif au gouvernement, je trouve cela pitoyable. Que vient donc faire *Ô Canada* dans tout cela ? L'hymne composé par Adolphe-Basile Routhier et Calixa Lavallée répondait à un besoin longtemps exprimé d'un chant rassemblant distinctif. Son succès a été immédiat on l'a même interprété à l'église. Comment expliquer sa popularité. Faisant abstraction de la musique qui demanderait une étude particulière, je dirai que les vers pompiers de Routhier célébraient une sorte de réussite, un peuple valeureux dont les ancêtres avaient largement bâti l'Amérique. Vous, vous devez encore vendre une idée, que vous avez souventes fois chantée par le passé. Bon courage et bonne chance !

Comme pour le castor et la feuille d'érable, cet hymne, conçu en premier lieu pour les seuls Canadiens français, a été récupéré par le Canada entier et est devenu officiellement hymne national le 1<sup>er</sup> juillet 1980, au moment où ceux qui se nommaient désormais Québécois le rejetaient pour des raisons évidentes. Je ne souhaite pas le même sort à votre.

Rien ne dit que tous les hymnes nationaux doivent connaître une pérennité du genre de *La Marseillaise*, l'ex-URSS en changeait au gré de la conjoncture. Cependant, ce qui me met en rogne, c'est l'oubli dans lequel mon pauvre Calixa est tombé chez les franco-québécois. Que d'orreuons ai-je entendues à ce sujet, fils et petit-fils de patriotes qui ont participé à la bataille de Saint-Charles en novembre 1837... Bon, assez de nostalgie. J'ai bien hâte d'entendre votre hymne, qui, je l'espère, aura plus d'impact et de tonus que votre *Gens du pays* qui a vite lassé, parce que, à mon humble avis et en dépit de toute l'admiration que je vous porte, ce n'est pas du meilleur Vigneault. Bâtir un pays n'est pas une romance.

### Le sens de la fête du Canada

PIERRE S. PETTIGREW  
L'auteur est ministre canadien du Commerce international.

À la mémoire des Lafontaine, Cartier, Laurier, Godbout, Lesage à qui l'on doit que le Canada soit un projet original.

Si, en ce début de siècle, le Canada constitue une espèce d'idéal qu'on admire aux quatre coins du monde, s'il inspire tant de gens de partout lorsqu'ils cherchent un modèle d'avenir, c'est qu'étant non seulement un pays remarquable, il est surtout un projet d'une originalité sans précédent. En mouvance constante, le projet canadien est capable d'un perpétuel ajustement, ce qui constitue l'un des secrets de son succès. Fêter le Canada, c'est donc fêter un pays à réinventer à chaque génération. Ce qu'ont fait les Québécois, les premiers à se définir comme Canadiens, en imposant d'entrée de jeu le premier accommodement. Celui-ci allait imposer le respect de la diversité et de la minorité et l'installer au coeur même de l'identité du nouveau pays. Cet accommodement qui allait permettre tous ceux qui devaient survenir, avec chaque nouvelle vague d'immigration, avec chaque nouveau territoire à occuper. Les Québécois ont énormément contribué au développement de l'originalité du projet canadien.

La vision des fondateurs du pays n'est pas étrangère à cette réussite. Au XIX<sup>e</sup> siècle, à l'ère même des États-nations, le Canada a choisi de respecter la diversité des langues, des droits et des religions. Au lieu d'imposer à tous la suprématie d'une seule culture, avec tout ce que cela comporte, à l'instar de ce que faisaient les pays européens et comme les États-Unis commençaient à le pratiquer avec la politique du « melting pot », le modèle canadien a privilégié la cohabitation des diverses cultures dans la coopération.

Lentement élaboré et longuement mûri, ce concept de mosaïque s'est progressivement révélé tout à fait adapté à un monde toujours davantage pluraliste. D'autant mieux adapté à vrai dire que le pluralisme actuel ne consiste pas exclusivement en échanges d'idées ou de valeurs mais de plus en plus en cohabitation concrète de groupes variés aux traditions multiples. Montréal vit déjà profondément et très agréablement cette réalité d'avenir.

Le défi que pose cette cohabitation concerne l'identité citoyenne elle-même. Dans la perspective traditionnelle, l'identité citoyenne se trouve menacée par l'immigration, car cette dernière vient rompre l'unicité linguistique, ethnique et culturelle. Loin d'être perçu comme une source d'enrichissement, l'apport des communautés appartenant à d'autres univers culturels est alors ressenti comme un danger, voire comme une attaque contre lesquels il faut se protéger. À l'heure de la mondialisation, une telle façon de voir les choses constitue une faiblesse rédhibitoire.

Au contraire, dans la perspective canadienne, l'identité citoyenne se voit approfondie par l'arrivée d'immigrants qui souscrivent aux valeurs par lesquelles se définit le Canada : le respect, la tolérance, la solidarité entre régions aussi bien qu'entre individus. Plus sont nombreux les gens qui partagent ces valeurs, plus fortes elles deviennent. Plus sont diversifiés les gens qui partagent ces valeurs, plus unifiantes elles deviennent. Plus elles sont fortes et unifiantes, mieux ces va-



Pierre Pettigrew, ministre canadien du Commerce international.

leurs relèvent le défi de notre temps et à plus juste titre elles inspirent de l'admiration à la communauté mondiale.

Parce qu'elles sont essentiellement civiques, ces valeurs confèrent au Canada une caractéristique plus que jamais désirable : elles donnent un sens au politique qui, trop souvent de nos jours, a tendance à se laisser envahir par l'économique. Or un tel empêtement n'est pas souhaitable : s'il existe une logique de l'économie qu'il faut respecter et savoir mettre à profit, on ne doit pas pour autant lui accorder la préséance dès lors qu'il s'agit du bien commun.

En certains milieux, il est de bon ton de tourner en ridicule les rapports entre politique et bien commun, comme s'il n'était pas réaliste de confier au politique la responsabilité du bien commun. Pourtant, le cas du Canada montre précisément que l'activité politique est en mesure de promouvoir des valeurs auxquelles croit profondément l'ensemble de la collectivité. Pour les Canadiens, la prospérité sans équité n'a pas de sens, la diversité sans partage n'a pas de sens, la richesse sans générosité n'a pas de sens, le pouvoir sans contrepoids n'a pas de sens, la cohabitation sans solidarité n'a pas de sens. Bref, les Canadiens ont cette passion de l'équilibre qui mène justement à la fameuse troisième voie que tout le monde recherche, cette passion de l'équilibre qui - déjà jusqu'à un certain point - constitue cette troisième voie.

La recherche de ce type d'équilibre rend intolérable l'exclusion sociale. À telle enseigne que le Canada n'hésite pas à subordonner les impératifs économiques aux valeurs politiques qui le caracté-

risent. Or ce n'est pas rien. Car la question majeure que pose la mondialisation est justement celle de l'exclusion, celle de savoir si l'on peut vivre égaux dans la différence ou si, malheureusement, la diversité doit fatalement s'exprimer dans des inégalités indéfendables.

Parce qu'il est éminemment sensible à cet aspect de la vie, le Canada tient à humaniser la mondialisation et ne saurait permettre que celle-ci prévale sans le respect des exigences inhérentes à la solidarité humaine. Nous, Canadiens, à la suite des Amérindiens et à leur école en un sens, avons appris en raison de notre nordicité que la coopération a quelque chose d'indispensable. Sous ce rapport, l'expérience du froid est incontestablement tonique.

Or ce que nous avons appris et que nous mettons en pratique, le monde entier l'apprécie et s'en inspire. En cela, nous autres Canadiens exerçons une influence bénéfique dont nous avons raison d'être fiers. Car le Canada n'est pas seulement un pays original, souple et déjà largement prêt aux bouleversements que réserve le prochain siècle. C'est aussi un modèle qu'on cherche à imiter un peu partout : un modèle de « fédéralisme » que justement plusieurs en Europe cherchent à établir ; un modèle d'humanisme équilibré, c'est-à-dire de respect des droits et libertés, notamment économiques, qui coexiste avec un désir réel de neutraliser l'exclusion ; un modèle d'ouverture, c'est-à-dire d'accueil et de valorisation des cultures les plus diverses.

Fêter le Canada, c'est célébrer une inspiration, une façon optimiste d'aborder l'avenir.

Plus

# La naissance de deux réserves

## Uashat et Malioténam Matimékosh

Il y a 100 ans, les Innus (ou Montagnais, la deuxième nation amérindienne en importance après les Mohawks) pêchaient et cueillaient tout l'éché dans de petits villages éparpillés du Saguenay jusqu'à la Basse-Côte-Nord. L'hiver, ils quittaient le fleuve pour chasser, parfois très loin, à l'intérieur des terres.

À la hauteur de Sept-Îles, ils avaient élu domicile à l'embouchure de la rivière Moisie, tout près de l'endroit où se dresse aujourd'hui une base militaire abandonnée. Mais le gouvernement les convainquit de désertir la rivière en leur parlant d'inondation prochaine. Les Innus se sont alors installés en pleine ville, dans la réserve de Uashat (ou La Baie), créée en 1925.

Environ 25 ans plus tard, on demandait encore aux Innus de se déplacer. On venait de découvrir du fer à Schefferville et on s'attendait à connaître un boom à Sept-Îles. Cette fois, le gouvernement leur a promis l'électricité, l'eau courante et une douillette pension — bref, le grand confort — pour les inciter à se replier vers Malioténam (ou Village de Marie), à 15 kilomètres. Acculés au pied du mur, sur les parvis de l'église, certains ont refusé. Et ils vivent toujours à Sept-Îles aujourd'hui, même si, pour les « punir », on les avait abandonnés à leur sort, en allant jusqu'à dépeupler l'église de ses statues et de sa cloche.

La réserve de Matimékosh (Petit Poisson) est née en même temps que Malioténam, mais on l'a installée beaucoup plus loin de Sept-Îles, à 510 km, à la frontière du Labrador. Jadis, les Innus n'y allaient qu'avec le froid, pour y suivre le gibier et y planter la tente. Des centaines d'entre eux s'y sont toutefois établis à l'année lors des grandes constructions de 1950, quand on a construit le chemin de fer, les maisons et les routes de Schefferville, puis, quand on a ouvert la mine. Ils vivaient d'abord dans des taudis, près du lac John, à 3,5 km de la ville. Les Blancs venaient avec des camions citernes leur vendre l'eau 25 c cents le seau.

Une quarantaine de personnes y vivent encore dans un hameau de maisons plus confortables. La majorité de leurs voisins ont quitté le lac John en 1968, pour vivre dans les nouvelles maisons attachées de Matimékosh, collées sur Schefferville. Le gouvernement a alors organisé des cours pour initier les Innus aux lavesses, sécheuses et cuisinières...

Des Naskapis descendus de Kuujuaq ont aussi trouvé leur place à Matimékosh. Mais la cohabitation des deux bandes a fait des flammèches. En 1978, les Naskapis obtenaient leur propre territoire et beaucoup d'argent en signant la Convention du nord-est québécois. Aujourd'hui, ils habitent à une dizaine de kilomètres, dans des maisons de bois pimpantes et entourées de sapins.

Les Innus eux, se sont enfoncés. La mine d'Iron Ore a fermé en 1982. Presque tous les Blancs sont revenus en arrière et on a alors détruit des quartiers entiers.

Plus de 600 Innus sont néanmoins restés, ne pouvant se résoudre à vivre là où on trouve moins de gibier. Leur réserve englobe maintenant les trois-quarts de ce qui reste de la ville. Et on détruit leurs vieilles maisons attachées pour en construire 80 nouvelles sur les débris d'un ancien secteur habité.

Aujourd'hui, les rares taxis roulent sur 550 mètres de routes asphaltées et quelques dizaines de kilomètres de terre rouge. Les plus chanceux ont des pouvoirs ou des boutiques d'artisanat pour les touristes. On trouve aussi deux dépanneurs, deux restaurants, deux hôtels et un magasin général.

Bref, on y vit toujours coupé du monde, quoique un peu moins qu'avant. « De 1850 à 1960, les autochtones n'avaient aucun droit. Ils ne pouvaient même pas sortir du pays ou se promener au Canada sans l'autorisation des Affaires indiennes. Ils n'avaient pas le droit de s'associer, pas le droit de voter, pas le droit d'aller devant les tribunaux », rappelle Denis Delage, sociologue à l'Université Laval.

« C'était un régime de dictature, d'apartheid, dénonce le grand spécialiste de l'histoire amérindienne. La preuve, c'est que les choses ont changé à partir de la dénonciation de l'Afrique du Sud par le Canada. L'ambassadeur sud-africain avait répliqué: « Mais c'est la même chose chez vous ! »

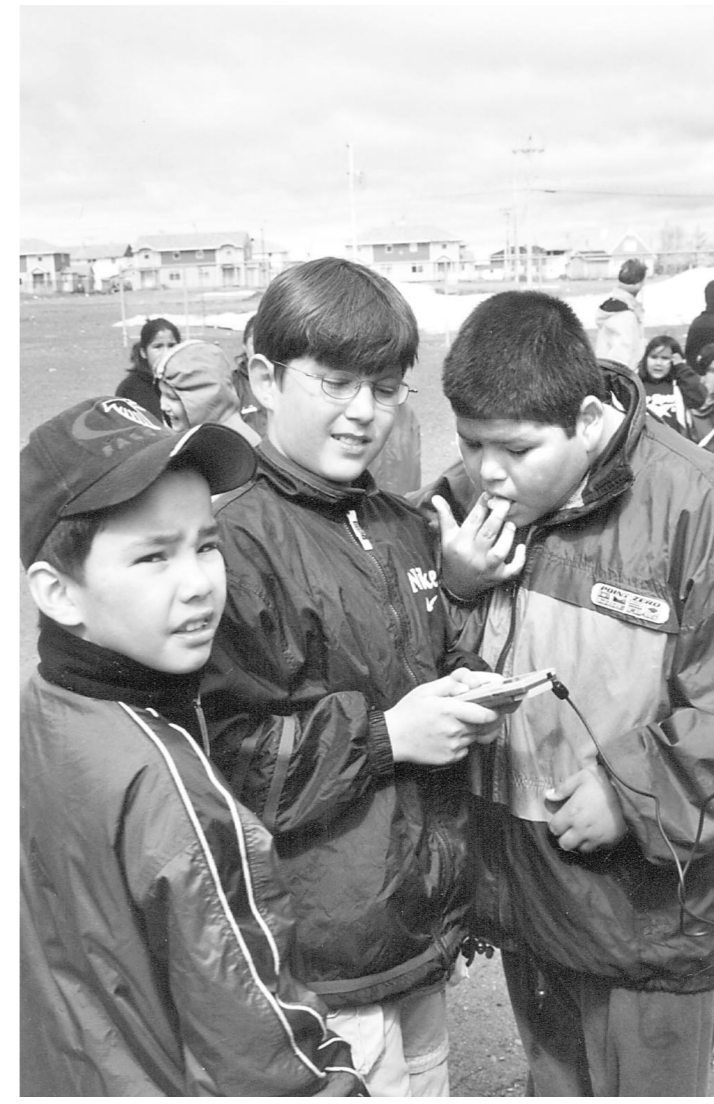
Comment vit-on dans une réserve ? Que ce soit dans la toundra de Schefferville — sous les aurores boréales — ou à quelques kilomètres de Sept-Îles, les Innus se sentent à la fois prisonniers et plus libres qu'ailleurs. Pendant une semaine, notre journaliste a partagé les petites joies et les grands tourments de familles qui ont choisi de vivre entre autochtones. Mais qui le font dans deux mondes, à 500 kilomètres de distance. Aujourd'hui, dans le premier volet de notre série Oka, 10 ans plus tard, La Presse explore la vie quotidienne des Amérindiens de Schefferville et de Malioténam.



Oka 10 ans plus tard



Bourrasques de neige à Schefferville, un 3 juin. Presque tout a disparu du petit centre-ville. Mais Iron Ore n'a même pas pris la peine de ramasser les déchets de sa mine...



Au chalet de son père, près de Port-Cartier, Danielle Saint-Onge a la mer à ses pieds. Quant à son petit cousin Sullivan (à gauche), qui a vécu son enfance à Québec, il commence tout juste à apprivoiser Schefferville et son décor de toundra.

PHOTOS MARIE-CLAUDE MALBOEUF, La Presse

### Portrait des deux réserves

	Malioténam-Uashat	Matimékosh-Lac John
Superficie (Hectares)	600	91
Population	2700	695
Habitations	563	140
Étudiants	872	175
Employés non autochtones	Près de 500	85

Infographie La Presse

# Vivre à Malioténam

Dans les rues traversées de fils électriques aériens, les maisons de Malioténam semblent plantées dans une enfumée de carrés de sable. Le gazon ne pousse pas très dru dans cette réserve offerte au vent du fleuve. Quant aux arbres, ils ont tous été rasés par le ministère des Affaires indiennes, qui a pondu ses boîtes de contreplaqué à la chaîne, pressé d'y caser la moitié des 2700 Innus de Sept-Îles.

Mais à-t-on besoin d'herbe quand on a toute la mer sous les yeux et l'ambition d'une liberté

sans bornes...

Quand la voiture amorce le dernier virage, en rentrant de Sept-Îles, le petit Eliza frétille déjà comme une truite pour s'extraire de son siège d'enfant. « À l'entrée de la réserve, il faut que je le détache. Il sait qu'ici on n'impose pas les mêmes règles », explique sa mère, Danielle Saint-Onge. Du haut de ses 2 ans, le bambin sait déjà qu'il n'habite pas un endroit ordinaire. Autour de lui, à seulement 15 km de la ville, tous les petits Innus affichent la même insouciance. Les garçons patientent en tous sens sur l'asphalte. Les bâtons de hockey s'agitent et les vélos zigzaguent doucement. On se demande bien à quoi servent les « pistes cyclables » nouvellement tracées par le conseil de bande !

« Ici, les enfants et les chiens occupent le milieu de la voie. On s'attend à ce que les autos les contourner », dit Danielle.

« Ici, pourrait ajouter la jeune femme, on n'étouffe pas les jeunes avec des règles. Levé tôt, couché tard, Eliza vit souvent au même rythme que les adultes.

« C'est dans notre nature de faire confiance aux enfants, explique son grand-père, Lucien Saint-Onge, que le petit adore. À 9 ans, un garçon peut conduire une chaloupe à moteur pour pêcher avec son cousin. À 12 ans, il chasse tout seul. »

Madeleine Jérôme-Fontaine, l'épouse d'un ancien chef, s'amuse encore de l'excitation des petits résidents du Plateau Mont-Royal, venus passer une semaine dans la réserve : « C'est la liberté complète ! qu'ils disaient à leurs parents. Tu joues où tu veux ! Tu passes où tu veux ! Personne ne dit de t'en aller ! »

## Tous pour un

Ça et là, de petites clôtures de bois protègent aujourd'hui certains des terrains-carrés-de-sable. Mais les serrures ne servent pas à grand-chose. « Quand tu entends sonner,

tu sais que c'est un Blanc », résume Lucien Saint-Onge.

Chez les Innus, même la porte du frigo est grande ouverte ! On entre sans frapper, on beurce son sandwich, on remballé le tout et on détail. « C'est dur en ville. Si on en envie de voir quelqu'un, il faut l'appeler d'avance et fixer une date », soupire Jeannette Vollant.

Bref, 50 ans après sa construction, Malioténam n'est toujours pas une banlieue comme les autres. Et pas seulement parce que les panneaux d'arrêt y arborent un déconcertant « NAKAI » à la place du mot « STOP » ou parce qu'on y parle partout le montagnais.

Entrepreneur électricien, Lucien Saint-Onge a de la chance. Les contrats pleuvent et sa femme Caroline est secrétaire à l'école. Depuis 12 ans, ils ont une grande maison aux deux salles de bain étincelantes. Une télé énorme. D'autres petits écrans dans les chambres de leurs quatre enfants. Plusieurs systèmes de son et des dizaines de cassettes vidéo (*Callou* ou *Le Petit Stuart* pour Eliza, *Pretty Woman* pour sa mère, Nintendo pour ses oncles).

Mais tout n'est pas rose, même chez les « Indiens riches ». Deux ans après avoir accouché, Danielle vit encore avec ses parents et ses deux frères cadets. Faute de place, elle dort dans les mêmes draps que son petit garçon. Forcément, elle le réveille lorsqu'elle rentre la nuit du « centre-ville » voisin (deux dépanneurs, une église...) ou du cinéma de Sept-Îles. La jeune femme aime boire avec des amis sur la plage, se promener en voiture dans le bois (pour chasser le porc-épic) ou pêcher le caplan sur la plage (des petits poissons argentés qui brillent sous la lune).



Marie-Claude Malboeuf

« Mais je suis chanceuse, se réjouit-elle. Mon père me ramène une maison pour pouvoir me la louer cet automne. »

L'an dernier, environ 300 personnes ont demandé une maison. Le conseil a en vain cherché à en construire une dizaine. Le problème, c'est que la natalité est galopante. À 25 ans, Danielle, est presque une « vieille » mère. Sa cousine de 23 ans a déjà trois bambins. Et, comme à Schefferville, plein de filles de la réserve ont leur premier bébé à 14, 15 ou 17 ans. Elles sont si nombreuses que le conseil leur a construit des appartements.

## Le temps de vivre

Les parents de Danielle peuvent compatir : ils ont élevé leurs quatre rejetons dans une maisonnette minuscule. Presque 15 ans dans une seule pièce ! « C'était tellement tassé que le plus jeune se promenait d'un lit à l'autre et qu'on changeait constamment la télé de place, raconte Caroline. On a fini par défoncer le toit pour faire une chambre, mais il a fallu scier les pattes des lits pour ça rentre ! »

Depuis, la vie des Saint-Onge a changé. Après avoir travaillé pour la multinationale Iron Ore et avoir vécu de la trappe, l'énergieère père de famille — il chasse encore et participe aux rites traditionnels — s'est lancé en affaires avec un non-autochtone.

« J'ai encore un pincement au cœur quand je vois tout le monde partir dans le bois, confie-t-il toute-

fois. C'est pas ma vision de la vie d'accumuler le plus d'affaires possibles, de toujours fonctionner à fond la caisse pour toujours en gagner plus. »

« Mais en autant que je garde mes fins de semaine libres, j'ai compris qu'il valait mieux faire de l'argent pour aider les miens, pour leur donner du travail à eux aussi. »

Aujourd'hui, l'électricien emploie 12 autres Innus et réserve une place à chacun de ses trois aînés, électriciens et comptable en herbe. On est loin du cliché de l'Amérindien qui attend son chèque en pestant contre les Blancs.

Mais avec un taux de chômage et d'aide sociale frisant les 80 % — et un taux de décrochage scolaire lui aussi impressionnant —, la plupart des habitants de la réserve ne missent pas trop sur l'avenir.

Deux ou trois fois par semaine, c'est la folie du bingo radiodiffusé dans les chaumières. On étale ses cartes sur les tables de cuisine, où, à coups de 20, 30 ou 40 dollars, on se fie à sa bonne étoile pour en gagner dix ou cent fois plus.

À Sept-Îles, sur les bancs des Galeries Montagnaises (un centre commercial innu grouillant de monde), un vieux sage lève lui-même les yeux de son billet de loterie. « Les Innus ne pensent pas à demain. Leur langage parle de la vérité d'aujourd'hui », me traduit-on.

« On pogne peut-être votre stress », ironise l'ancien chef Paul-Émile Fontaine en brandissant son cellulare. « Mais on essaie de vivre au jour le jour. Aujourd'hui c'est aujourd'hui. Demain, c'est demain. Tu ne nous verras pas acheter d'assurance-vie. »

John Norris, un ancien officier de la GRC, l'a appris à ses dépens. Marié à une Montagnaise qu'il a amenée à Montréal, il s'est attiré les foudres de sa belle-mère le jour où il a commandé la pierre tombale de son beau-père. « J'avais aussi fait

creuser un espace pour sa photo à elle et fait graver son nom à elle. Quand elle a vu ça, elle n'était pas contente ! »

« Elle m'a dit : "Là, je vois le Blanc en toi. Tu veux tout prévoir..." »

Dans le petit cimetière du bord de mer, les nouvelles tombes évoquent des morts moins imaginables encore. Dates de naissance : 1971, 1973, 1974... Ceux qui y reposent se sont suicidés, comme beaucoup de jeunes autochtones. Leurs aînés ressassent peut-être le passé. Eux ont décidé de faire une croix sur leur avenir.



Du haut de ses deux ans, Elisha se sent comme un poisson dans l'eau dans la réserve et aux environs de Port-Cartier, sur des terres récupérées de peine et de misère par son grand-père Lucien Saint-Onge.

# Survivre à Schefferville

À Schefferville, l'école ferme pour les raisons les plus étranges. L'automne, parce que des milliers de caribous sillonnent la ville et peuvent s'aventurer jusque sous les fenêtres des salles de classe. L'hiver, parce qu'il fait si froid — moins 60 avec le vent — que les petits risquent d'être couverts d'engelures. D'ailleurs, on n'enterre pas les morts avant juin. Le sol est trop dur ; on garde les cadavres dans une cabane.

L'été, la nuit tombe très tard au nord du 55<sup>e</sup> parallèle. Il est 23 h et on voit encore des tout-petits tourner sur leurs vélos miniatures. Ils n'ont ni parc, ni balançoires. L'été, on les amène voir les ours au dépôt. Le reste du temps, ils jouent dans les maisons à moitié détruites. À 10 ou 11 ans, ils fument dans la gravelle des terrains vagues. Les parents ne savent pas toujours où ils sont.

Tel est le prix à payer pour s'établir à demeure dans un ancien territoire de chasse en bordure du Labrador. Le pays des aurores boréales et des envols en motoneige, où les Innus se sont longtemps contentés de planter leur tente à la poursuite du gibier, mais où environ 650 d'entre eux s'installent désormais leur café matinal, bien au chaud grâce au chauffage central.

Comme le chantait Michel Rivard, presque tous les 3500 « Blancs » ont déserté la toundra en 1982, oubliant 30 ans de vie en même temps que la multinationale Iron Ore : « ...et j'ai vu mourir ma ville sous le soleil du nord... »

« Quand la mine a fermé, on se servait dans les maisons vides. Les gens avaient laissé des vieilles lampes, des lavesses », se souvient de son côté Évelyne Gabriel, une éducatrice spécialisée de 38 ans revenue sur les lieux de son enfance après avoir vécu 20 ans à Québec.

La petite chapelle tient encore debout, mais il n'y a plus de prêtre pour dire la messe. Éparpillés sur les bancs, les plus âgés récitent leurs prières trois fois par semaine. Es-seules.

« Il n'y a plus rien ici, mais c'est chez moi. J'y ai grandi, c'est le territoire de ma famille, c'est pour ça que je reste », tente d'expliquer Hervé McKenzie. Toutes les dix minutes, le jeune homme de 25 ans salue quelqu'un de la main. « C'est mon cousin... » explique-t-il encore et encore. Pour résumer enfin : « Des cousins, j'en ai des centaines ! »

Il y a les cousins, donc, et puis, il y a le silence de la forêt. À Schefferville, on peut évaluer un original à sa porte. L'école a même modifié le calendrier scolaire pour permettre aux familles de s'évader quand arrivent les ourdes.

« Je suis contente quand je sors d'ici, mais après quelques jours, j'ai hâte de manger ma truite, ma perdrix... Mieux que le porc-épic ne goûte pas pareil », dit Jeannette Vollant.

Chez ses parents de Malioténam, à 500 km, on continue de déguster des « cretons » de caribou séché mêlé à de la graisse de castor. Mais le Provigo et le McDo ont pris le dessus. Chaque soir, les deux litres de Coke trônent sur la table. Et comme chez les non-autochtones, les enfants ne se privent pas de pizza, bonbons et crème glacée. Plus encore que les autres, les Amérindiens ont de graves problèmes d'obésité et de diabète.

D'autres réparent les pots cassés 60 ou 80 heures/semaine. À l'école, Réjean Laberge doit remplacer sept ou huit enseignants par année. Au conseil de bande, Réjean Tremblay organise le grand ménage et les grands travaux d'été. Le meilleur antidote pour la déprime.

« En général, j'ai hâte au lundi. On finit par en avoir assez de la lecture », confirme Jeannette Vollant, qui travaille au dispensaire.

Et dans un registre plus grave, ils savent aussi se moquer d'eux-mêmes. « Aller dans le bois aujourd'hui, c'est un luxe, ironise Jeannette Vollant. Ça te prend ton skidoo, ta scie mécanique, ta perceuse pour la glace, ton lunch, ton radio-cassette-émetteur... »

« Si tu veux aller au cinéma, ça n'a rien de du Saint-Hubert ou voir quelqu'un de ta famille, ça va te coûter 1000 \$ pour sortir d'ici en avion », prévient le directeur de l'école, Réjean Laberge. La route ne s'étire pas jusqu'à Sept-Îles. Le train passe une fois la semaine et roule 12 heures durant.



Rigolote et attachante, Annie McKenzie cuisine l'outarde et la truite ramenées par les hommes de sa famille et ouvre grands les bras aux visiteurs.

lote et attachante : « On entend tellement d'histoires d'abus... »

Malgré tout, l'éducatrice spécialisée trouve sa nouvelle vie plus simple. Elle joue au bingo et travaille à l'école juste en face de chez elle. Elle aide ses parents avec leur pouvoirie. « En ville, tout me coûtait quelque chose. »

« Parir étudier, c'est dur pour nous, analyse Jeannette Vollant (elle-même a étudié au cégep, comme de plus en plus d'Innus). Les jeunes n'ont jamais appris à payer un loyer, à ne pas compter sur la communauté ou sur un chèque. »

À Schefferville, c'est le système D. Tout vient de si loin que l'épicerie coûte deux fois plus cher. Les pommes de laitue ont triste mine. Et Évelyne attend son nouveau store depuis un mois et demi.

Mais on peut construire son chalet avec les débris des maisons de la réserve de Matimékosh, démolies par le conseil de bande pour être reconstruites à quelques centaines de mètres.

Mais on peut aussi partager les fruits de la chasse. Le père d'Hervé, un gaillard à l'air protecteur, a fait 24 heures de train pour pêcher du saumon et le distribuer au village.

D'autres réparent les pots cassés 60 ou 80 heures/semaine. À l'école, Réjean Laberge doit remplacer sept ou huit enseignants par année. Au conseil de bande, Réjean Tremblay organise le grand ménage et les grands travaux d'été. Le meilleur antidote pour la déprime.

« En général, j'ai hâte au lundi. On finit par en avoir assez de la lecture », confirme Jeannette Vollant, qui travaille au dispensaire.

Et dans un registre plus grave, ils savent aussi se moquer d'eux-mêmes. « Aller dans le bois aujourd'hui, c'est un luxe, ironise Jeannette Vollant. Ça te prend ton skidoo, ta scie mécanique, ta perceuse pour la glace, ton lunch, ton radio-cassette-émetteur... »

**Oka, 10 ans plus tard**  
 Dimanche: Les relations Québec-Autochtones  
 Lundi: Où vont les subventions?  
 Mardi: Au pays des Nisga'a  
 Mercredi: États-Unis: le pactole des casinos  
 Jeudi: Souvenirs de la pinède  
 Vendredi: Tensions chez les Mohawks  
 Samedi: L'opinion des experts

Infographie La Presse



Infographie La Presse

# Les raisins de la colère sont murs

Il y a 20 ans, l'indépendance du Zimbabwe...



Isabelle Hachey

envoyée spéciale,  
HARARE, Zimbabwe

Il y a 20 ans, ils sont des milliers, entassés sur une terre aride où rien ne pousse. Depuis sept ans, ils croupissent dans un bidonville surpeuplé. Leurs enfants jouent au milieu des ordures, quand ils ne sont pas affalés sur un matelas dans le taudis qui leur sert de maison, chétifs, presque morts. Des enfants qui ont vu leurs parents succomber du sida avant eux. Des enfants qui n'ont plus d'espoir.

Le camp d'Hatcliffe, au nord d'Harare, ressemble à un vaste mouroir où vont s'échouer les rêves brisés. Un de ces bidonvilles construits avec rien ou presque, quelques morceaux de bois et de taule rouillée, des toiles de plastique, de la cage à poules aux fenêtres, un peu de paille en guise de toit. Ici, pas d'électricité, pas d'eau courante, pas de médicaments malgré le manque d'hygiène et, surtout, le sida qui continue de décimer un nombre effarant de familles. Rien. La pauvreté à l'état pur.

La semaine dernière, quelques jours avant les élections législatives du Zimbabwe, une belle voiture est passée, celle d'un représentant du parti du président Robert Mugabe venu promettre de l'argent pour financer les minces projets des veuves du sida. Elles lui ont dit qu'elles avaient besoin d'un toit pour protéger la petite école de la pluie et du soleil et, si possible, d'une coopérative de couture ou de production de beurre d'arachides afin de faire vivre leur famille. Et le représentant, rassurant, est reparti dans sa belle voiture.

Ironiquement, c'est à ce même gouvernement, qui semblait si généreux la veille des élections, que doivent leur malheur les 20 000 habitants du camp d'Hatcliffe. Leur histoire, pathétique, montre au grand jour l'intransigeance démesurée du président Robert Mugabe et le peu de volonté dont il a fait preuve depuis l'indépendance, il y a maintenant vingt ans, pour redistribuer les terres arables du Zimbabwe à son peuple.

## Investir et tout perdre

Début 1993, les gens d'Hatcliffe ont investi leurs maigres économies pour se construire une modeste mais confortable maison sur les terres de Churu Farm, près de Harare. Dans un geste hors du commun, le propriétaire, Ndabaningi Sithole, avait divisé sa ferme en petits lopins afin de permettre à des milliers de sans-terre de s'y installer. Mais pour le plus grand malheur de ces derniers, Sithole était aussi un opposant politique acharné du camarade Mugabe.

Le 2 novembre 1993, 300 policiers armés de fusils AK-47 sont débarqués à Churu Farm, laissant à peine deux heures aux familles pour rassembler leurs affaires et quitter les lieux, sans quoi les bulldozers se chargeraient de détruire les maisons neuves et tout ce qu'elles contenaient. C'est ainsi que pour des motifs purement politiques, mais sous le faux prétexte de vouloir préserver la santé publique, le gouvernement Mugabe a évincé manu militari 4000 familles qui avaient, pour une rare fois, réussi à se dénicher un véritable petit coin de terre.

Terrifiés, ils se sont déplacés, à quelques kilomètres à peine, mais ne se sont jamais construit de nouvelle maison. Ils n'avaient plus rien pour le faire. « Laissons les habitants de Churu Farm rejoindre les rangs de leurs collègues sans-abri dans les rues et nous nous arrangerons avec eux à ce moment-là », avait déclaré à l'époque le ministre du Développement rural et urbain, Joseph Msika. Sept ans plus tard, les « sans-abri » atten-

dent toujours d'être relocalisés. Et ils risquent d'attendre encore longtemps dans ce pays au bord de la faillite.

Entassés dans leur camp, les gens d'Hatcliffe s'accrochent aujourd'hui au seul espoir qui leur reste : la promesse électorale du président Mugabe de s'accaparer les meilleures terres arables du pays, toujours possédée par une poignée de Blancs, pour les redistribuer à ceux qui en ont été chassés il y a maintenant plus d'un siècle, lors de la colonisation du pays par les Britanniques.

« Il y a une injustice historique dans ce pays, dit Peter Mbersenga, un jeune chômeur du camp. On ne peut rien faire pousser sur nos sols arides. Les Blancs devraient partager leurs terres, dont certaines parties sont encore en friche. Pendant toutes ces années, Mugabe a négocié, il a fait beaucoup de compromis, mais les Blancs n'ont rien voulu céder. Aujourd'hui, nous sommes fâchés et nous n'en pouvons plus d'attendre. » Ici, les raisins de la colère sont bels et biens murs.

La question des terres est trop délicate pour la responsable du bidonville, Loveness Govha, veuve et mère de six jeunes enfants, ancienne combattante de la guerre d'indépendance. Aujourd'hui, elle a une autre bataille à gagner, plus modeste mais tout aussi cruciale, celle de la survie de sa communauté. Drapée dans une banderole aux couleurs du Zanu-PF du président Mugabe, elle parle de son projet de coopérative avec une lueur d'espoir dans les yeux. « Ils veulent nous aider. Ils nous l'ont promis... »

## Et les Blancs ?

Quel avenir pour les Blancs du Zimbabwe ?

Les élections législatives terminées, le calme est revenu dans les régions rurales du pays, où les violences politiques ont fait rage pendant près de quatre mois. Mais les vétérans de la guerre et les jeunes chômeurs occupent toujours près de 1500 fermes commerciales appartenant à des Blancs. Le gouvernement, qui leur a promis les terres, aura sans doute beaucoup de difficultés à les en déloger.

Il le faudra bien, pourtant, estime John Makumbe, professeur de science politique à l'Université du Zimbabwe. « L'enjeu des terres est réel et légitime. C'est à cause du racisme, mais surtout en raison du fait qu'ils ont été chassés de leurs terres que les Africains ont pris part à la guerre d'indépendance. Or, depuis vingt ans, Mugabe a toujours promis de régler la question, mais il n'a rien fait... si ce n'est de donner un bon nombre de terres saisies aux amis du pouvoir, les nouveaux riches du Zimbabwe. C'est donc un problème qui doit toujours être réglé. Mais il y a une façon de le faire. Selon moi, le gouvernement doit agir dans la légalité. »

L'État devra d'abord s'assurer que les fermiers noirs seront formés aux méthodes agricoles modernes et qu'ils auront accès à des prêts bancaires pour financer leur entreprise, poursuit le professeur Makumbe. Les fermes commerciales blanches nourrissent les villes du Zimbabwe et représentent l'une des principales sources de revenus d'exportation du pays. Les séparer en petits lopins où les fermiers se limiteraient à une agriculture de subsistance provoquerait l'effondrement d'une économie déjà chancelante.

Les Blancs ont-ils toujours un avenir dans ce pays où le président n'a pas hésité à les traiter d'« ennemis de l'État » ? Sans aucun doute, répond M. Makumbe. Les Noirs n'ont pas écouté le discours raciste du Mugabe puisqu'ils ont élu trois candidats blancs du Mouvement pour le changement démocratique dans le nouveau Parlement. « Ce qui est arrivé est très malheureux, c'est le fait d'un despote qui s'accroche désespérément au pouvoir. Mais à travers les résultats de ces élections, les Zimbabweens ont démontré qu'ils n'achètent pas la carte du racisme et de la haine que Mugabe a tenté de jouer. C'était du bluff. Et il a perdu. »

Et en parcourant les routes, cet homme était perpétuellement tenté devant cette richesse non exploitée ; il était harcelé par le désir de s'en emparer et d'en tirer de la santé pour ses enfants et un peu de confort pour sa femme. L'objet de son désir était constamment sous ses yeux. La vue de ces champs, de ces fossés d'irrigation de la Compagnie où l'eau coulait en abondance, l'obsédait et le rendait enragé.

— John Steinbeck, *Les Raisins de la Colère*



PHOTO Associated Press

Le Zimbabwe traverse sa pire crise économique depuis son indépendance. Pénurie d'essence, de médicaments et de denrées essentielles. Bref, l'avenir de la jeunesse est sérieusement compromis.

## Une économie en déroute

ISABELLE HACHEY  
envoyée spéciale,  
HARARE, Zimbabwe

Harare, en pleine heure de pointe. Le tacot qui me sert de taxi tousote un peu, hésite sur quelques mètres, puis s'arrête tout net au beau milieu d'une artère commerciale. Panne sèche. Le chauffeur crache quelques mots *shona* que je n'imagine pas très catholiques sous les regards amusés des passants, avant de se résigner à pousser sa voiture sur le côté de la route.

La péripiétie n'a rien d'extraordinaire. Depuis janvier, c'est tout le Zimbabwe qui est paralysé par une grave pénurie d'essence. Dénicher le précieux ou noir relève parfois de l'exploit. Dès l'aube, chaque matin, de longues files d'attente se forment devant les stations-services — souvent en vain, lorsque les pompes sont complètement à sec.

Incapable de payer ses créanciers étrangers, le gouvernement manque cruellement de tous les produits d'importation, même les plus élémentaires. Il y a à quelques semaines, le ministre de la Santé lançait un cri d'alarme : il n'a plus les moyens d'importer les médicaments antiviraux utilisés pour traiter, notamment, les cas de sida, qui fait des ravages au pays.

## Faillite

Le Zimbabwe est au bord de la faillite. Rétablir l'économie du pays est le plus grand défi auquel devra faire face le nouveau Parlement, élu en fin de semaine dernière. Mais le gouvernement est prisonnier du gouffre dans lequel il s'est enfoncé en vingt ans de mauvaise gestion, d'incompétence et de corruption. Peu importe ce qu'il fera dans ce domaine, il risque de faire des mécontents.

« Après vingt ans d'indépendance, les gens sont plus pauvres

qu'ils ne l'étaient en 1980 », constate Tony Hawkins, économiste de l'Université du Zimbabwe. « La qualité de vie des plus démunis et des classes moyennes, qui dépendent des services publics, s'est dramatiquement détériorée. »

Les chiffres sont effarants. Depuis dix ans, la proportion de Zimbabweens vivant sous le seuil de la pauvreté — qui gagnent moins d'un dollar par jour — a bondi de 40 % à 63 %. Le taux d'inflation a grimpé à 60 % et poursuivra sa folle ascension jusqu'à 80 % au cours des prochains mois, prédit M. Hawkins. Résultat, les produits de base sont de plus en plus inaccessibles pour les plus pauvres du Zimbabwe, qui paient chèrement le prix du manque de clairvoyance du gouvernement.

La dette a doublé depuis un an. La monnaie nationale est grossièrement surévaluée, ce qui handicape les agriculteurs, qui préfèrent stocker leur production que de la vendre à un cours de 38 \$ zimbabween pour un dollar américain, alors que le taux est de 60 pour un sur les marchés libres. Les industries aurifères menacent de fermer les mines du pays. L'électricité, importée, est restreinte de 10 % à 25 % aux heures de pointe.

Et ce n'est pas tout. Les investissements étrangers ont chuté de 319 millions USD en 1997 à seulement 16 millions USD en 1999. Avec les propos incendiaires tenus par le président Robert Mugabe pendant la campagne électorale, il sera difficile de restaurer la confiance des investisseurs. « Tant que Mugabe et son équipe seront au pouvoir, il n'y a pas une chance qu'ils ne s'intéressent au Zimbabwe. Pas une seule », dit M. Hawkins.

D'un autre côté, la promesse du gouvernement de contrôler les prix pour donner un peu de répit aux victimes de la libéralisation écono-

mique risque de mécontenter la Banque mondiale et le Fonds monétaire international (FMI), dont le Zimbabwe a pourtant désespérément besoin de l'appui pour se refaire une santé économique. Mais un retour au marché libre provoquera d'autres fermetures d'entreprises, jettera d'autres personnes à la rue. À court terme, la situation est inextricable.

Ce n'est pas une coïncidence si les premières occupations de fermes blanches ont commencé en février, quelques jours après que les Zimbabweens aient rejeté par référendum le projet de réforme constitutionnelle du président. Pour Mugabe, il s'agissait d'une première et inquiétante défaite électorale. Et c'est justement pour faire oublier la corruption qui pourrait son gouvernement, les difficultés économiques, le sida et la pénurie d'essence qu'il s'est attaqué aux Blancs et en s'associant aux vétérans de la guerre d'indépendance.

La stratégie a de quoi surprendre, parce que malgré la taille imposante de l'enjeu, la question de la terre n'est pas ce qui préoccupe le plus la majorité des Zimbabweens. Selon un sondage effectué au début de l'année, 28 % d'entre eux se disent d'abord inquiets par la flambée des prix au pays. Vient ensuite le chômage, la faiblesse de la monnaie et la pauvreté. Seulement 9 % font de la redistribution des terres leur sujet de préoccupation principale.

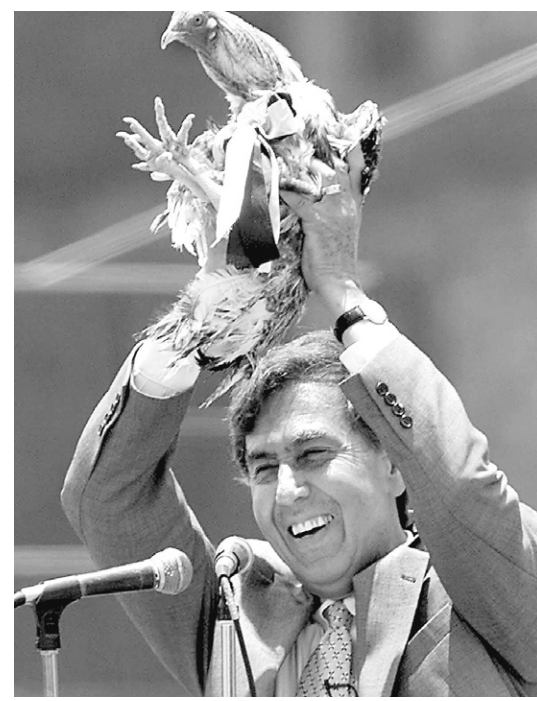
Loin d'apporter un baume aux difficultés du peuple, l'invasion des fermes commerciales, secteur crucial au pays, provoquera le déclin de 10 % de l'économie, a estimé la Chambre nationale de commerce du Zimbabwe la semaine dernière. Il faudra des années au Zimbabwe pour se remettre de ces élections législatives. C'est bien la dernière chose dont il avait besoin.

## Plus



PHOTOS AP et AFP

Les trois candidats : en haut, Vicente Fox; à gauche, Francisco Labastida; à droite, Cuauhtémoc Cardenas. Le nouveau président du Mexique sera connu dimanche.



## L'incertitude réjouissante des élections mexicaines



Gilles Paquin

envoyé spécial,

SAN CRISTOBAL, Mexique

Pour la première fois de leur vie, des millions de Mexicains iront voter dimanche en croyant dur comme fer qu'ils peuvent enfin changer de gouvernement.

Dès qu'on parle des élections, les visages s'illuminent et les langues se délient : « Vamos por el cambio », nous allons vers le changement, disent-ils avec plaisir. L'enthousiasme des Mexicains ressemble à celui que manifestaient les Chiliens lors du retour à la démocratie.

Ce fol espoir leur été insufflé par Vicente Fox, l'homme qui rêve de déloger le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), la formation politique aux pouvoirs sans interruption depuis 71 ans. Un régime qualifié de « dictature parfaite » par l'écrivain péruvien Mario Vargas Llosa.

« La victoire de Fox est loin d'être assurée, mais nous sommes tout de même très heureux de voir que celle de Labastida (candidat du PRI) ne l'est pas davantage », dit, avec une satisfaction non dissimulée, Enrique García, un petit commerçant de 54 ans.

Selon lui, les choses changent très lentement dans ce pays et les Mexicains en sont encore à faire l'apprentissage de la démocratie. Ces élections sont néanmoins bien différentes de celles qui ont eu lieu il y a six ans, dit García.

### À armes égales

Cette fois, l'opposition peut vraiment gagner. La réforme en profondeur de la loi électorale et du mode de financement des partis permet à l'opposition de lutter quasiment à

armes égales avec le PRI. L'Institut électoral fédéral (IFE), un organisme aussi indépendant que le bureau du Directeur général des élections chez nous, veille au grain.

Aujourd'hui, le vote est vraiment secret. Chaque citoyen a sa carte d'électeur avec photo et empreinte digitale ; tous les partis ont des représentants dans les bureaux de scrutin ; les bulletins de vote sont imprimés sur du papier semblable à celui des billets de banque, etc.

De plus, l'Institut effectue depuis le début de la campagne électorale un relevé quotidien des émissions de radio et de télévision pour garantir à chacun des partis politiques un accès équitable aux médias électroniques.

« Nous avons besoin de ce mécanisme de contrôle parce que dans le passé, le partage du temps d'antenne entre les partis était injuste. Aux élections de 1994, par exemple, le PRI a obtenu deux fois plus de temps à la radio et à la télé que tous les autres partis réunis », affirme Miguel Acosta, de l'Académie mexicaine des droits de l'homme.

L'organisme humanitaire effectue ses propres relevés des médias et juge maintenant que le temps d'antenne est partagé de manière relativement équitable. Les médias se savent surveillés et font une couverture plus équilibrée, estime Acosta.

« Il reste néanmoins beaucoup à faire en ce qui trait à la qualité et l'impartialité des reportages. Les bulletins d'information à la radio et à la télé ont encore un penchant pro-gouvernemental évident », dit Acosta.

Malgré tout, les sondages viennent régulièrement confirmer aux Mexicains que le changement est possible. Le dernier, publié par le grand quotidien *Reforma* avant la fin de la campagne, place Fox et Labastida au coude à coude avec respectivement 39 % et 42 % des intentions de vote.

### Le cowboy de San Cristobal

Tribun doué, habile faiseur d'images et travailleur infatigable, Fox a réussi à convaincre une forte proportion de ses compatriotes qu'il était le seul en mesure de terrasser le PRI. Du même coup, il est devenu l'alternative au pouvoir à la



### Les élections au Mexique

place de l'éternel prétendant de la gauche, Cuauhtémoc Cardenas.

Mais il y a loin de la coupe aux lèvres et les derniers jours de la campagne ont été les plus difficiles pour Fox. Le PRI est un adversaire redoutable prêt à tout pour raffer la mise. En témoignent les innombrables fraudes électorales qui jalonnent son histoire.

Ainsi, les candidats du PRI ont presque toujours été élus à la présidence avec des majorités dignes des régimes autoritaires : 78 % du vote en 1946 ; 90 % en 1958 ; 89 % en 1964 ; 86 % en 1970 et 85 % en 1976. L'hégémonie du PRI a commencé à faiblir en 1982, glissant à 71 %, puis finalement à 50,1 % lors de l'élection de l'actuel président Ernesto Zedillo en 1994.

Ces dernières semaines, le PRI a sorti l'artillerie lourde. Il a accusé les troupes de Fox, le Parti d'action nationale (PAN), de préparer une violente campagne de désobéissance civile advenant sa défaite et de se financer avec de l'argent sale provenant de l'étranger.

Deux accusations qui portent ici, surtout lorsque les fonds proviennent des États-Unis et que Fox, ancien président de Coca-Cola au Mexique, est souvent soupçonné d'être beaucoup trop à l'écoute, voire au service des Américains.

Fox a rétorqué que le groupe qui finance sa campagne, « Les Amis de Fox », n'a jamais accepté d'argent de l'étranger et que le PRI ressort ses vieilles campagnes de peur pour intimider les électeurs. Mais deux jours plus tard, son parti avouait que des Mexicains vivant

aux États-Unis avaient contribué à sa pré-campagne.

### Modifier l'ALENA

Vicente Fox semblait fatigué et tendu lorsque *La Presse* l'a rencontré sur la ferme familiale, à San Cristobal, à 300 km de Mexico.

Vêtu d'une chemise de toile, d'un jeans de marque Fox et de ses sempiternelles bottes de cowboy, l'homme faisait des efforts pour avoir l'air détendu en souriant au photographe. Les petites chaises de métal, frappées du sigle Coca-Cola, obligeaient tout de même ce colosse de plus de six pieds à se tenir le corps raide.

« Je connais votre pays, je suis allé à Québec et à Montréal plusieurs fois pour tisser des liens commerciaux avec vous lorsque j'étais gouverneur de l'État de Guanajuato. J'y serai d'ailleurs l'an prochain pour le Sommet des Amériques », dit-il avec un clin d'oeil laissant présumer de son élection.

Sa famille exploite un domaine agricole où travaillent 1500 personnes gagnant l'équivalent de 20 \$ canadiens par jour. Les frères Fox exportent des agrumes frais et congelés aux États-Unis, au Japon et en Europe. Ses ventes au Canada passent par la Californie, un intermédiaire de trop, croit-il.

« Ce que je veux faire pour le Mexique, c'est d'abord le débarrasser du PRI et de sa culture de corruption. Je veux rétablir la sécurité, donner de l'éducation aux jeunes et créer des emplois », ajoute Fox. « C'est ce que les Mexicains veulent », dit-il.

Pour lui, cela passe par l'ouverture des frontières entre les trois pays de l'ALENA (Canada-Mexique-États-Unis). Il veut dire aux Américains et aux Canadiens que l'Accord de libre-échange doit se transformer en un véritable marché commun à l'européenne.

Dans cinq ou dix ans, il faudra que les travailleurs puissent passer librement d'un pays à l'autre comme en Europe et dans 40 ans, que les trois pays se dotent d'une banque centrale, d'une monnaie commune et d'un Parlement commun, soutient Fox.

« Ce sera un choc pour les Américains, mais c'est la seule manière d'améliorer la situation. Tous les murs de métal, tous les policiers et

tous les criminels au monde ne pourront jamais contenir l'immigration illégale », poursuit Fox.

Selon lui, c'est la croissance économique qui arrivera à fermer la brèche. Il cite l'exemple de l'Espagne qui n'exporte plus sa main-d'œuvre en Allemagne et de plusieurs autres pays pauvres de l'Union européenne qui suivent le même chemin.

« Actuellement, le libre-échange ne profite qu'à ceux qui ont des capitaux et de la technologie avancée, dit-il. Le revenu moyen des Mexicains n'a pas augmenté, la qualité de vie non plus. Les travailleurs des maquiladoras gagnent même moins aujourd'hui qu'il y a cinq ans », affirme Fox.

« Les investisseurs viennent au Mexique chercher de la main-d'œuvre à bon marché, importent leurs produits, les assemblent et les exportent, dit-il. Il faut changer cela. »

### « Voter utile »

Avant de chercher à modifier l'ALENA, Fox devra toutefois convaincre ses concitoyens qu'ils doivent d'abord changer de gouvernement. Le dernier sondage, publié en fin de semaine, indique que cela est loin d'être acquis.

L'enquête d'opinion publique démontre que les deux partis d'opposition pourraient facilement renverser le PRI s'ils unissaient leurs forces, mais Cardenas a catégoriquement refusé la main tendue de Fox.

Constatant que les sondages donnent Cardenas loin derrière, bon nombre de ses partisans s'approprient à « voter utile », c'est-à-dire à appuyer Fox à la présidence, mais à élire ses candidats aux postes de députés et sénateurs.

« Utile pour qui et pour quoi, Fox est un autre politicien de droite et son parti ne constitue par une véritable alternance », disent en chœur trois étudiants de l'Université autonome de Mexico.

José, leur copain resté silencieux, ne partage pas leur avis. Selon lui, il vaut mieux sortir le PRI de la présidence de cette manière que de vivre encore six ans de présidence sous le même régime. Une stratégie qui plaît à un nombre croissant de capitalinos, et qui pourrait bien mettre fin à l'hégémonie du PRI.



Cet été, La Presse sillonne au hasard la campagne québécoise, histoire de rencontrer ses gens, de rendre compte de leur quotidien de leurs préoccupations. Voici le premier d'une série de reportages.

# La ferme laitière réinventée



Hugo Dumas

SAINT-ANICET

Il est 6 h. Talonné par Bouboule et Sauterelle, les deux affectueuses chiennes de la famille, Sylvain Gascon pousse la porte de la grande étable faite de tôle grise où 44 vaches Holstein pur-sang attendent d'être traites. Leurs pis sont énormes et gonflés de bon lait.

Le soleil darde ses rayons, mais le fond de l'air est particulièrement frais en ce lundi tranquille de juin à Saint-Anicet, en Montérégie. La journée à la ferme de Sylvain, de sa conjointe France et de leurs cinq enfants ne fait que commencer. Un minimum de 14 heures de boulot les attend quotidiennement. Sept jours sur sept. Trois cent soixante-cinq jours par année.

## Le « train »

L'agriculteur de 39 ans tire, dans l'allée centrale de l'étable, un petit chariot de métal sur lequel sont accrochées cinq trayeuses électroniques dernier cri. Sylvain amorce le « train » matinal, aidé de Joanne, 18 ans, une étudiante-stagiaire en techniques agricoles au collège MacDonald de Sainte-Anne-de-Bellevue. La radio crachote des chansons à la sauce rock détente.

Sylvain installe une trayeuse — pas plus grosse qu'un bol à salade — sur le pis de la première vache de la rangée, qui se tient debout sur un matelas fait de pneus recyclés. L'appareil, qui vaut près de 2500 \$, commence par masser doucement les trayons de la grosse bête, puis en aspire le lait pendant une bonne dizaine de minutes. Sur un petit écran numérique, la trayeuse affiche, en chiffres rouges, le débit du liquide blanc ainsi que la quantité totale produite. Elle est connectée à un lactoduc, qui récolte tout le lait et l'achemine vers un réservoir réfrigéré, en retrait de l'étable.

Aussitôt la traite terminée pour une vache, la petite machine arrête de siphonner et s'enlève automatiquement. À la bête suivante! « Une vache moyenne va donner environ 35 litres de lait par jour. Pour les meilleures, c'est 65 litres par jour », explique Sylvain, casquette rouge enfoncée sur la tête.

Sylvain quitte ensuite l'étable pour aller nourrir les sept petites génisses, toutes nées par insémination artificielle, qui vivent dans des niches en plastique blanc à l'extérieur du bâtiment. Il leur donne le biberon et les jeunes bêtes, frétilantes, têtent goulument. De retour à l'intérieur, au pied des silos à grain, l'agriculteur pianote sur un ordinateur Pentium, doté d'un écran tactile, qui calcule précisément la quantité de bouffe (orge, maïs, foin, minéraux, etc.) nécessaire pour alimenter le troupeau ce matin.

Le nouveau système de « ration totale » pèse, mélange et garde l'inventaire des quantités de céréales qui sont engrangées dans les silos. L'ordinateur de la ferme est aussi connecté, grâce à un modem, à une compagnie d'informatique, qui peut alors le programmer à distance si un virus frappe ou si un pépin se produit.

En après-midi, Sylvain espère aller dans les champs. Tôt ce matin, la météo, dégotée sur le site Internet du *Bulletin des agriculteurs*, lui a indiqué que le soleil brillerait une bonne partie de la journée et que l'indice d'assèchement serait modéré. C'est parfait pour « faire les foins », pense-t-il.

## « Les arpens verts »

En 15 ans, la vie sur une ferme laitière a bien changé au Québec, bousculée par l'arrivée des nouvelles technologies. Sylvain Gascon et France Brunet ont réussi à s'y mouler. Leur histoire est fascinante. Petit retour en arrière: Sylvain a grandi à Val-David, dans les Laurentides, et n'est pas issu d'un milieu agricole. Pourtant, c'était un « gros rêve » pour lui de cultiver sa propre terre et d'élever un troupeau de vaches laitières. Il a donc suivi un cours d'agriculture à Oka. À 16 ans, il assistait à son premier vêlage.

France, elle, a pratiquement vécu toute sa vie sur la ferme familiale du chemin des Prairies où ses enfants grandissent maintenant, en retrait du village de Saint-Anicet. Un endroit magnifique. Avec son DEC en informatique, France ne se destinait pas du tout à prendre la relève de son père. C'était avant

que son cœur ne flanche pour Sylvain.

« En 1984, les gens du crédit agricole ont ri de nous autres quand on leur a dit qu'on voulait acheter la ferme du père de France », raconte Sylvain. À force de bûcher, le couple deviendra finalement copropriétaire de la ferme, qu'ils ont rebaptisée Chatrac.

« Au début, c'était carrément comme *Les arpens verts*. Nous étions jeunes, nous étions un peu fous, il ne fallait pas avoir peur de l'ouvrage. Heureusement, nous avons toujours pu compter sur l'aide du beau-père et des voisins », confie Sylvain, tout en réparant sa moissonneuse. Car en agriculture, il faut aussi porter les chapeaux de comptable, électricien, plombier et mécanicien.

En 1994, le couple, avec cinq enfants à nourrir, s'est endetté de 700 000 \$ pour moderniser, agrandir et robotiser les installations de leur ferme de 100 acres. Payée moins de 200 000 \$, la ferme vaut aujourd'hui près de deux millions. La production annuelle de lait a grimpé, sur une période de 15 ans, de 98 000 à environ 500 000 litres, assurant à la famille un revenu décent.

La vie des Gascon est étourdissante. France a été élue conseillère municipale à Saint-Anicet, tandis que Sylvain s'implique dans divers comités agricoles. Christine, 16 ans, prépare un voyage en Amérique centrale. Sophie, 14 ans, suit des cours de guitare et sa soeur Lucie, 12 ans, apprend le violon. Félix, 10 ans, élève des pigeons et bichonne Prince, un des trois poneys de la ferme. Charles, 7 ans, s'entraîne à la gymnastique à Salaberry-de-Valleyfield. Les quatre plus jeunes enfants font aussi partie d'un club 4H.

## Beaucoup d'organisation

Comment réussir à coincer un tel horaire dans à peine 24 heures? « La clé dans tout ça, c'est l'organisation. On trouve toujours du temps quand on planifie à l'avance », explique France, assise derrière le volant d'un tracteur.

Toute la famille participe, de près ou de loin, au dur travail de la ferme. Après avoir regardé *Wata-tow*, Félix, Sophie et Lucie font, en alternance et sporadiquement, le « train » du soir. Quand ils ont le temps, les enfants sarclent aussi le jardin, où poussent tomates, radis, zuchinis, oignons et carottes. Les journées se terminent rarement avant 20 h.

Félix se plaît bien à la campagne. « J'aime surtout prendre soin des animaux », explique-t-il, tout en brossant soigneusement sa génisse en prévision d'une importante foire agricole. « Là, je suis bien énervé. J'espère que ma génisse ne fera pas la folle à la *fair* d'Ormstown », confie Félix.

Toutes les semaines, plusieurs personnes s'arrêtent à la ferme Chatrac pour y faire un brin de jasette, oui, mais surtout pour y travailler. Il y a Marc le vétérinaire, qui soigne les vaches et taille leurs sabots. Il y a aussi le vendeur de matériel agricole, l'assureur, l'agronome et, finalement, l'inséminateur, qui laissera une facture de 61,25 \$ pour une courte visite.

Car à la ferme des Gascon, il n'y a plus de taureau. « Les vaches sont maintenant toutes inséminées artificiellement. La génétique, c'est super important dans une ferme laitière », souligne Sylvain.

L'Alliance Semex publie d'ailleurs un catalogue en papier glacé de ses taureaux Holstein avec une liste détaillée des qualités de chacun. Le fermier peut le feuilleter et acheter les doses de sperme qui conviennent au type d'élevage qu'il veut faire. Un des taureaux-vedette? Rudolph, qui est le petit-fils du célèbre Starbuck, bête costaude qui a engendré plus de 225 000 descendants.

Après avoir vêlé, une vache donne du lait pendant environ 300 jours. « C'est pour ça qu'on vise un veau par année pour chacune des vaches, elles peuvent donc produire du lait pendant toute l'année », souligne Sylvain. Toutes les naissances sont prévues et calculées à l'avance sur un grand calendrier. Il est aussi possible de déterminer le sexe de l'embryon. Si c'est un veau qui est à naître, la vache en gestation part souvent pour l'en-can.

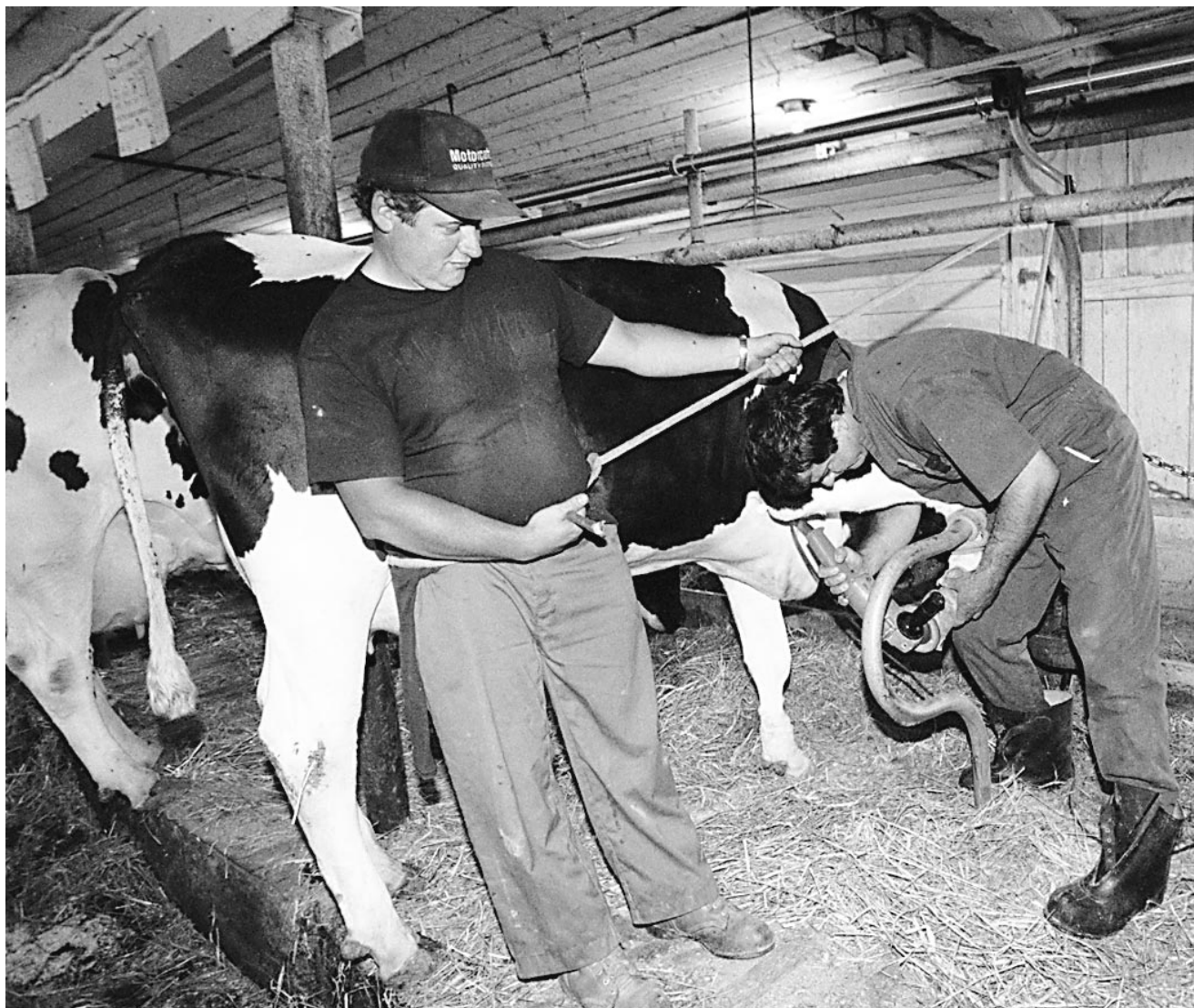
Et la relève sur la ferme? « Nous encourageons nos jeunes dans ce qu'ils veulent faire. Si c'est la ferme, ce sera la ferme. Sinon, nous supporterons leurs choix. Pour l'instant, nous aménageons la ferme à notre goût, à moi et à Sylvain », dit France.

Cet été, les Gascon partiront une semaine à la pêche. L'hiver, ils s'offrent sept jours de ski alpin. Des petites vacances durement et pleinement méritées.



PHOTOS RÉMI LEMÉE, La Presse

**Une partie de la grande famille Gascon, devant leur maison de Saint-Anicet : Lucie, 12 ans, Sylvain, 39 ans, Félix, 10 ans, Christine, 16 ans et Sophie, 14 ans. À droite, Joanne Bergeron, une étudiante-stagiaire au collège MacDonald, caresse une des petites génisses de la ferme Chatrac qui est née par insémination artificielle. En bas, Sylvain Gascon assiste le vétérinaire Marc Lambert, qui taille les sabots d'une vache laitière.**



## Petit portrait de l'industrie laitière

Voici quelques statistiques, faits et données qui brossent un portrait sommaire de l'industrie laitière au Québec :

■ Le Québec compte 9667 producteurs laitiers qui ont fourni 2 895 044 079 litres de lait en 1999. La majorité d'entre eux étant concentrés dans les régions de Québec, du Centre-du-Québec, de la Beauce et de Saint-Hyacinthe.

■ Le nombre de fermes laitières ne cesse de chuter depuis le milieu des années 60, mais elles sont de plus en plus performantes individuellement.

■ Plus de 90 % des nouveaux producteurs laitiers sont des fils ou des filles d'agriculteurs.

■ Au Québec, le marché du lait est protégé et les agriculteurs reçoivent

environ 56 \$ les 100 litres vendus. Le prix mondial du lait tourne autour de 21 \$ l'hectolitre.

■ Quatre grandes entreprises achètent 85 % du lait produit au Québec. Il s'agit de Parmalat, Saputo, Agropur et du Groupe Lactel.

■ Les vaches Holstein, ces bêtes blanches tachetées de noir, forment environ 90 % du cheptel québécois.